

“L’économie soviétique: origine, développement, fonctionnement”,

Publié in *Historiens et Géographes*, n°351, décembre 1995, pp. 175-188.

Jacques Sapir¹

L'économie soviétique constitue tout à la fois une réalité s'inscrivant sur près de 75 années et un ensemble de modèles, implicites ou explicites, par rapport auxquels la plupart des observateurs se sont positionnés. La multiplication des termes utilisés pour nommer cet ensemble, économie socialiste, socialisme réellement existant, planification centralisée ou encore économie centralement planifiée, témoigne de cette tension. En fait cette économie peut s'appréhender à la fois comme un système, doté de sa propre cohérence, et comme un processus de développement s'inscrivant dans une réalité historique, connecté à l'origine sur une trajectoire spécifique, celle de l'économie russe, et débouchant sur la réalité contemporaine. Ces deux approches sont tout aussi légitimes ; elles sont de plus complémentaires. Contrairement à une idée qui reste encore fortement présente dans les manuels et l'historiographie, le système économique soviétique ne tire son origine ni de la révolution d'Octobre 1917, ni d'une continuité idéologique allant de Marx à Lénine². Non que la révolution n'ait ici joué aucun rôle, mais les traits caractéristiques de cette économie, tels qu'on peut les discerner sans grand changement des années cinquante aux phases ultimes de la décomposition du système, ne sont pas apparus avant la fin des années vingt, voire le milieu des années trente. En même temps, on peut discerner une genèse de ces caractéristiques, qui elle renvoie à une période antérieure à la révolution d'Octobre. Il faut donc distinguer autant que faire ce peut l'origine de la mise en place d'un système, qui lui-même ne resta pas aussi figé qu'on a bien voulu le dire et le croire.

I. Les origines et les précédents du système soviétique

Il est commode de prétendre voir dans le discours du marxisme de la Seconde Internationale l'origine des conceptions économiques des futurs dirigeants soviétiques³. Ceci n'est pas complètement sans fondements. On peut en effet trouver de nombreux emprunts tant à la vision du capitalisme qu'à celle d'un socialisme hypothétique d'un Kautsky, d'un Hilferding, pour ne pas dire d'un Parvus, chez les dirigeants bolchéviques qui faisaient partie prenante de cette communauté intellectuelle structurée autour de la social-démocratie allemande. Mais ceci reste loin d'épuiser la question ; car cette continuité entre une théorie, elle-même évolutive et contradictoire, et la réalité d'une pratique est tout aussi trompeuse que la

¹ Directeur d'études à l'EHESS. sapir@msh-paris.fr

² Les interprétations téléologiques de l'économie soviétique ont été nombreuses ; citons ici sans prétendre à l'exhaustivité A. Besançon, *Anatomie d'un spectre - l'économie politique du socialisme réel*, Calmann-Lévy, Paris, 1981 ; W. Laqueur, *The dream that failed*, Oxford University Press, Londres et New York, 1994. En fait, on peut montrer que le "marxisme" soviétique est à la fois assez éloigné de Marx, et le produit d'une histoire qui a sa logique propre, H. Chambre, *L'évolution du marxisme soviétique - théorie économique et droit*, Le Seuil, Paris, 1974 ; M. Rubel, *Marx critique du marxisme*, Payot, Paris, 1974 ; B. Chavance, *Le Capital Socialiste*, Le Sycomore, Paris, 1980.

³ Voir ainsi l'analyse des conceptions "économistes" héritées de la Seconde Internationale, in C. Bettelheim, *Les Luttes de Classes en URSS, première période 1917-1923*, Maspéro-Seuil, Paris, 1974.

continuité que l'on pourrait supposer entre les conceptions des dirigeants et le système sur lequel ils ont régné. Que les socialistes du début du XXème siècle, et tout particulièrement les bolcheviques russes, aient eu une vision constructiviste de la réalité sociale n'implique nullement que le constructivisme soit praticable. D'ailleurs, le fait de croire qu'une réalité sociale puisse se déduire de représentations constituées et cohérentes existant antérieurement revient à croire dans le même type de constructivisme que celui que l'on peut reprocher aux dirigeants bolchéviques. Il y a une contradiction profonde entre dénoncer la démarche constructiviste comme fondamentalement utopique et faire d'un projet, quel qu'il soit, l'explication d'une réalité sociale. Si on veut être conséquent dans une critique du constructivisme, il faut prendre en compte le fait que toute action engendre non seulement les résultats prévus (au meilleur des cas, bien sûr) mais aussi des effets imprévus par rapport auxquels il faut alors se déterminer. Il ne s'agit pas ici de nier l'importance des systèmes de représentations, mais de les replacer dans leur contexte, et surtout de les considérer comme des systèmes évolutifs, en raison de l'apparition de dissonances cognitives plus ou moins importantes à la suite des effets inattendus des actions. Rejeter le monisme idéologique est au coeur même de la démarche qui consiste à critiquer le constructivisme absolu. Faire de l'idéologie la cause principale revient, quel que soit le jugement que l'on porte sur l'idéologie en question, à abonder dans le sens d'un constructivisme absolu.

Cette contradiction peut avoir un redoutable effet paralysant quand on s'intéresse à l'histoire sociale. Elle conduit à une pratique autiste où l'explication devient son propre objet d'interprétation. De plus, il faut souligner que, pour considérer la portée d'un système de représentation il faut prendre en compte l'homogénéité du groupe réputé porter le projet en question. Un simple regard sur l'histoire de ceux que l'on appelle les bolchéviques montre les multiples vagues de renouvellement dont ce groupe a fait l'objet de 1906 à sa constitution sous la forme du PCUS tel qu'on a pu le connaître par la suite. Ces renouvellements impliquent un brassage des cultures politiques, mais aussi la capacité d'un discours à attirer des individus ayant des histoires très différentes, et donc sensibles à des éléments différents. Voilà pourquoi l'approche idéologique, si on veut la pratiquer sérieusement c'est à dire rendre aux représentations la place qui est la leur et introduire la part de subjectivité propre aux décisions humaines, est fondamentalement contradictoire avec les monismes idéologiques. Il est plus profitable de considérer trois sources à l'origine du système soviétique.

L'héritage russe

La première est incontestablement le modèle de développement mis en oeuvre en Russie de 1885 à 1914⁴. Marqué par une forte emprise de l'État sur l'activité économique⁵, soit directement à travers l'action des entreprises publiques et le budget de la défense, soit

⁴ Pour une analyse de ce dernier, A. Gerschenkron, "Economic Backwardness in historical perspective", in A. Gerschenkron, *Historical Backwardness in Historical Perspective - A book of essays*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1962. T.H. Von Laue, *Sergei Witte and the Industrialization of Russia*, Columbia University Press, NY, 1963 ; idem, "The State and the economy", in C.E. Black (ed.), *The transformation of the Russian society since 1861*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1960. K.C. Talheim, "Russia's economic development", in G. Katkov, E. Oberländer, N. Poppe et G. von Rauch, (edits.), *Russia enters the Twentieth Century*, Temple Smith, Londres, 1971. R. Portal, "The industrialization of Russia" in J. Habakkuk et M. Postan (edits.), *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. VI, part. II, Cambridge University Press, Cambridge, 1966.

⁵ B.V. Anan'itch, "the economic policy of the tsarist government and enterprise in Russia from the end of the nineteenth century through the beginning of the twentieth century", in F.V. Cartensen (ed.), *Entrepreneurship in the Imperial Russia and the Soviet Union*, Princeton University Press, Princeton, 1983.

indirectement par le biais de la politique monétaire⁶ et fiscale⁷, ce modèle s'est caractérisé par une croissance forte au moins jusqu'à la guerre Russo-Japonaise de 1904-1905⁸. Cette croissance a cependant recouvert un certain nombre de déséquilibres ; non seulement s'est elle largement faite au détriment du monde rural, sur lequel pesa un poids fiscal considérable⁹, mais il est peu probable qu'elle ait pu aboutir à une convergence avec l'Europe occidentale. En effet, si il est incontestable que l'on voit se développer en Russie un groupe social d'entrepreneurs, ce dernier est traversé de clivages antagoniques.

On distingue nettement dans les premières années du vingtième siècle une opposition croissante entre des grandes entreprises, situées en Ukraine et dans le bassin qui va de la Pologne à Saint-Petersbourg, souvent liées aux capitaux étrangers et tributaires de l'aide de l'État, et des entreprises moyennes et petites situées dans la région de Moscou, la région des Terres-Noires et sur le cours supérieur de la Volga, dont les propriétaires sont en conflit ouvert avec le pouvoir, tant pour des raisons économiques que politiques¹⁰. Le poids des communautés religieuses, et en particulier celle des "vieux-croyants"¹¹, est considérable dans le développement de ce capitalisme autochtone. L'opposition entre les deux groupes tourna au conflit ouvert, dans les années qui précédèrent immédiatement le premier conflit mondial. Ceci traduit un second déséquilibre, le fait que la croissance économique n'arrive pas à trouver des facteurs endogènes d'alimentation. Pour spectaculaire qu'ait été la croissance de 1885 à 1905, elle n'a pas induit un processus où l'enrichissement de certains groupes sociaux permettrait de fournir à l'économie son propre aliment. Ainsi, après la dépression entamée en 1903 et prolongée par la guerre de 1904-1905, la reprise de la croissance est très largement tirée par les commandes de matériel issues du budget militaire¹², ce qui conduit à relativiser les thèses sur le développement autonome du capitalisme en Russie¹³. A l'exception de la pression fiscale, les relations monétaires et marchandes mordent peu sur le monde rural¹⁴ qui, et c'est une différence notable avec le schéma de développement de l'Europe occidentale au XIXème siècle, reste assez largement à l'écart d'une croissance portée soit par l'exportation (pour les matières premières) soit par les dépenses publiques.

Le système bancaire fut toujours en deçà des besoins de financement du développement industriel, en partie en raison du niveau de l'épargne, mais aussi en partie du fait de

⁶ O. Crisp, "Russian financial Policy and the Gold Standard at the end of the nineteenth century", in *Economic History Review*, vol. VI, n°2, 1953, décembre.

⁷ Ce qui conduit un opposant à la politique de S. Witte à parler de "socialisme d'État" ; voir E. Tsyon, *Les finances russes et l'épargne française*, Calmann-Lévy, Paris, 1885.

⁸ P.I. Lyachtchenko, *Istorija Narodnogo Hozjajstva SSSR*, Gospolitizdat, Moscou, Vol.2, 1950. P.R. Gregory, *Russian National Income 1885-1913*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

⁹ T.H. Von Laue, *Sergeï Witte and the Industrialization of Russia*, op. cit.

¹⁰ C. Goldberg, *The association of Industry and Trade: 1906-1917*, PhD., State University of Michigan, Chicago, 1974. J.L. West, *The Moscow Progressists : Russian Industrialists in Liberal Politics : 1905-1914*, Ph.D., Princeton University, Princeton, 1975. R.A. Roosa, "Russian Industrialists and 'State Socialism' 1906-1917", in *Soviet Studies*, vol. 23, n°2, 1972, pp. 395-417. J.D. White, "Moscow, Petersburg and the Russian Industrialists", in *Soviet Studies*, vol. 24, n°2, 1973, pp. 414-420.

¹¹ W.L. Blackwell, "The Old Believers and the rise of the private industrial enterprise in early nineteenth century Moscow", in W.L. Blackwell (ed.), *Russian economic development from Peter the Great to Stalin*, Praeger, New York, 1974.

¹² Voir K.F. Chatsillo, "O disproportsij v razvitij vooruzhennyh sil Rossii nakanunie pervoj mitovoj vojny (1906-1914)", in *Istoritcheskie Zapiski*, vol. 83, 1969, pp. 123-136.

¹³ Comme celles de R. Portal, in "The industrialization of Russia", op. cit.

¹⁴ D. Atkinson, *The end of the Russian land commune : 1905-1930*, Stanford University Press, Stanford, 1983.

l'instabilité intrinsèque d'un secteur où l'on rencontrait des banques de nature très différente¹⁵. La combinaison d'importantes banques de dépôts, avec une structure de société par actions et souvent reliées à de grands établissements bancaires étrangers, et de petites banques qui sont souvent l'émanation d'entreprises industrielles auxquelles elles apportent par ailleurs un financement, n'a pas contribué à la stabilité du système bancaire. Cette instabilité a rendu le rôle de la Banque Centrale, soit directement soit indirectement, crucial pour le fonctionnement du crédit¹⁶. La Banque Centrale resta la principale source de refinancement des banques privées, même si les instruments variaient dans le temps. Le réescompte passait ainsi de 30% à 12% des sources de refinancement entre 1895 et 1913 alors que les prises en pension de titres publics et privés montaient de 7% à 23% dans la même période, tandis que le crédit sur les comptes courants restait lui relativement stable avec une part oscillant entre 63% et 61%¹⁷. L'importance du crédit direct dans le refinancement est à noter, car on retrouvera cette procédure dans les années vingt comme l'un des modes de financement de l'économie. Il est donc à noter que, à cet égard, le pouvoir soviétique ne fera que continuer une pratique solidement établie par ses prédécesseurs.

Par ailleurs, on doit souligner la grande dépendance du système bancaire dans son ensemble par rapport aux opérations financières pilotées par l'État. Qu'il s'agisse du placement d'emprunts, publiques ou privés mais avec garantie publique, ou de la gestion de prêts bonifiés issus de la banque d'investissement émanant de la Banque Centrale, on est en présence d'un poids dominant de circuits de financement contrôlés par l'État. Dans ces conditions, parler d'une autonomie de l'entreprise bancaire face à la puissance publique est difficile. Si il est incontestable que quelques grandes banques, en particulier celles liées aux établissements français, allemands et belges et par qui transitaient le placement hors de Russie des grands emprunts, ont pu discuter d'égal à égal tant avec la Banque centrale qu'avec le Ministère des Finances, ceci n'est pas généralisable aux autres banques. De plus, la circulation du personnel de direction entre des postes dans l'administration et des fonctions dans ces établissements, les liens de parenté directs et indirectes, ont largement contribué à une collusion entre l'État et le secteur privé dans ce domaine.

L'héritage de la Première Guerre mondiale

Ceci conduit à évoquer une seconde source dans l'origine et la constitution du système économique soviétique, le processus de mobilisation de l'économie russe dans le cours de la Première Guerre mondiale¹⁸. Comme pour l'ensemble des belligérants, les dirigeants russes sont confrontés à une situation où la guerre moderne impose une brutale restructuration de l'économie afin d'obtenir l'augmentation rapide de certaines productions. Or, et c'est ici une différence majeure avec les expériences de mobilisation industrielle réalisées en Allemagne ou en France, cette restructuration se fera largement contre le gouvernement, dans un climat de quasi-insurrection des petits et moyens entrepreneurs contre la haute administration tsariste¹⁹. La constitution des *Comités Militaro-Industriels* ou VPK (*Voenno-Promychlennie*

¹⁵ S.I. Borovoj, *Kredit i Banki v Rossii*, Gosfinizdat, Moscou, 1958.

¹⁶ I. F. Gindin, *Gosudarstvennyi bank i ekonomicheskaja politika tsarskogo pravitel'stva*, Nauka, Moscou, 1960.

¹⁷ I.N. Slansky (ed.), *Gosudarstvennyi bank. Kratkii otchert dejatel'nosti za 1860-1910 gody*, Gosudarstvennyi Bank Izdatelstvo, St. Petersburg, 1910, p. 54. Coll., *Otchet za 1913*, Gosudarstvennyi Bank Izdatelstvo, St. Petersburg, 1914, p.14.

¹⁸ L.H. Siegelbaum, *The politics of industrial mobilization in Russia : 1914-1917*, Macmillan, Londres, 1983.

¹⁹ S. Zagorsky, *State control of the industry in Russia during the War*, Yale University Press, New Haven, 1928.

Komitety), fédérés par un comité central le Ts.VPK²⁰, est l'occasion pour les représentants du capitalisme autochtone, rassemblés autour du groupe moscovite de l'Association de l'Industrie et du Commerce, de tenter une alliance à la fois avec l'intelligentsia technique et avec les travailleurs²¹. La tentative de mettre en place des "comités de travailleurs" (ou *Rabotchie Gruppy*) va aboutir à un conflit ouvert avec l'administration tsariste qui menacera d'arrêter les principaux dirigeants des VPK et d'interdire les organisations²². La dynamique de ce conflit s'éclaire quand on apprend que, dès 1914, un certain nombre d'industriels n'avaient pas hésité à soutenir des mouvements d'opposition clandestins, SR, menchéviques et même bolcheviques²³. De même on retrouve dans l'organisation centrale des VPK L.B. Krasin, directeur de la branche russe de AEG-Siemens et militant bolchevique notoire, ainsi que nombre de responsables SR. Mais le conflit entre l'administration tsariste et les VPK n'est pas la seule caractéristique de la mobilisation de l'industrie russe. Celle-ci va donner naissance à une tradition d'administration de l'économie sous une double base, territoriale et par branches industrielles, à travers la coordination progressive entre les ministères et les VPK²⁴. Cette structuration sera reprise telle qu'elle après la révolution d'Octobre, et va perdurer pendant pratiquement la totalité de l'histoire de l'URSS.

L'exemple allemand

Une troisième source est incontestablement l'expérience allemande de l'économie de guerre. Rappelons qu'elle a abouti à une forme souple, mais néanmoins coercitive, d'administration directe de l'économie²⁵ autour d'une agence centralisée des approvisionnements, le KRA. Elle conduisit certains de ses responsables, comme W. Rathenau, à parler rapidement de socialisme d'État, voire à se comparer, en 1918, aux bolcheviques russes²⁶. Cette perception est d'ailleurs à l'époque partagée par les dirigeants bolcheviques eux-mêmes qui voient dans l'expérience allemande de l'économie de guerre un modèle opérationnel de planification²⁷. Les séjours en Russie, au début des années vingt, de collaborateurs de Rathenau, ne pourront que renforcer cette tendance.

On doit d'ailleurs signaler que l'économie allemande a connu entre 1914 et 1918 un certain nombre de traits qui ont été par la suite considérés comme des caractéristiques de l'économie soviétique. On peut y trouver des cycles d'investissements, liés au problème de la pénurie, et même une tentative de collectivisation de l'agriculture²⁸. Il est fondamental de comprendre qu'un certain nombre de représentations qui sont d'habitude considérées comme "typiquement soviétiques", par exemple le rôle néfaste d'une agriculture privée, la vision des dysfonctionnements de l'économie comme résultant d'un niveau de développement

²⁰ L.H. Siegelbaum, *The politics of industrial mobilization in Russia : 1914-1917*, op. cit.

²¹ P.V. Volubuev et V.Z. Drobizhev, "Iz istorij goskapitalisma n natchal'nji period sotsialistitcheskogo strojtel'stva SSSR", in *Voprosy Istorii*, n°9, 1957, pp. 113-121.

²² L.H. Siegelbaum, *The politics of industrial mobilization in Russia : 1914-1917*, op. cit.

²³ Voir les documents de l'Okhrana publiés dans *Istoritcheskii Arhiv*, n°6/1959, pp. 8-13, et n°2, 1959, pp. 13-16. Voir aussi I.S. Rozental, "Russki liberalizm nakanune pervoj mirovoj vojny", in *Istorija SSSR*, n°6, 1971, pp. 52-70.

²⁴ A.L. Sidorov, *Ekonomitcheskoe Polozhenie Rossii v gody pervoj mirovoj vojny*, Nauka, Moscou, 1973.

²⁵ G.D. Feldman, *Army, Industry and Labor in Germany : 1914-1918*, Princeton University Press, Princeton, 1966.

²⁶ W. Rathenau, *La Mécanisation du Monde*, traduction française par J. Vaillant, Aubier Montaigne, Paris, 1972.

²⁷ V.I. Lenine, "Sur l'infantilisme de Gauche", in *Oeuvres Complètes*, Editions Sociales, Paris, 1961, vol. 27, p. 354.

²⁸ G.D. Feldman, *Army, Industry and Labor in Germany : 1914-1918*, op. cit.

insuffisant, sont déjà constituées dans l'Allemagne de 1916/1917. Ceci, a contrario, prouve que ces représentations ne sont pas nécessairement le produit d'une "idéologie bolchevique" et encore moins le résultat d'un dogmatisme marxiste. Il est aussi important de comprendre que le cycle d'investissement qui se développe en Allemagne se déroule dans une économie où, formellement, la propriété privée est dominante.

II. De la Révolution d'Octobre au système stalinien

Les trois sources évoquées vont jouer un rôle déterminant durant l'hiver 1917-1918. Rappelons que, dans les semaines qui suivirent la prise du pouvoir, il n'était pas question pour les bolcheviques de construire le socialisme dans la seule Russie²⁹. L'objectif n'était que de durer, jusqu'à l'hypothétique révolution allemande. Ceci permet de comprendre pourquoi les premières mesures économiques ont été très timides, se limitant à la nationalisation des seules industries d'armement³⁰. Dans la mesure où la révolution attendue tardait à venir, et où il fallait faire face à la guerre civile, le problème de l'organisation de l'économie devint une priorité³¹.

Le pragmatisme et l'idéologie

La question essentielle fut alors de remettre les usines en route dans un double conflit à la fois contre les propriétaires et contre une partie des ouvriers qui imposaient un "contrôle ouvrier" dans un certain nombre d'entreprises. Les étatisations, qui prirent la forme d'une propriété d'État ou municipale, furent alors l'instrument choisi pour reconstruire un contrôle gouvernemental sur l'industrie et imposer le principe du directeur unique³². Elles devaient donner sa cohérence à un système de gestion directement inspiré de ce qui avait fonctionné en 1916 et 1917. Le Comité Supérieur de l'Économie Nationale, ou VSNH, jouant le rôle du Ts.VPK et des départements ministériels, dont il gardait l'architecture ainsi que la grande majorité des administrateurs et fonctionnaires. Il faut tout de suite dire que l'étatisation complète de l'industrie ne faisait pas partie des projets initiaux du nouveau pouvoir. Les entreprises qui furent soumises à une prise de contrôle ne furent initialement que des entreprises travaillant pour l'armée, ou des entreprises dont les propriétaires avaient décrété le lock-out. Il faut encore signaler qu'un nombre non négligeable d'expropriations résulta d'initiatives locales, sous la forme de mises sous séquestre ou de municipalisation.

La guerre civile obligea les bolcheviques à aller plus loin et plus vite qu'ils ne l'avaient souhaité, quitte à justifier cela a posteriori dans une apologie du communisme de guerre. C'est à cette époque, par exemple, que L.Trotsky se fit l'apôtre du travail forcé et de la militarisation des syndicats³³. En fait, jusqu'à la fin de 1919, le VSNH freina les nationalisations et les municipalisations des entreprises et fit son possible pour maintenir en place les anciennes équipes dirigeantes des usines. L'étatisation de l'industrie ne fut complète qu'à la fin de 1920³⁴. La logique même du raidissement de la contrainte et des pratiques de commandements aboutit à la quasi-destruction des relations monétaires et à une double crise agricole et industrielle.

Les conséquences sociales de cette dernière (révolte de Kronstadt, soulèvements paysans de Tambov) incitèrent le gouvernement à revenir vers des pratiques tolérant de larges espaces d'économie de marché. La NEP ne fut pas ainsi seulement la reconnaissance d'une liberté

²⁹ E.H. Carr, *The bolshevik revolution 1917-1923*, Penguin Books, 2 vol., Londres, 1966.

³⁰ H.R. Buchanan, "Lenin and Buharin and the Transition from Capitalism to Socialism", in *Soviet Studies*, vol. 28, n°1, 1976.

³¹ S. Malle, *The economic organization of the war communism*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

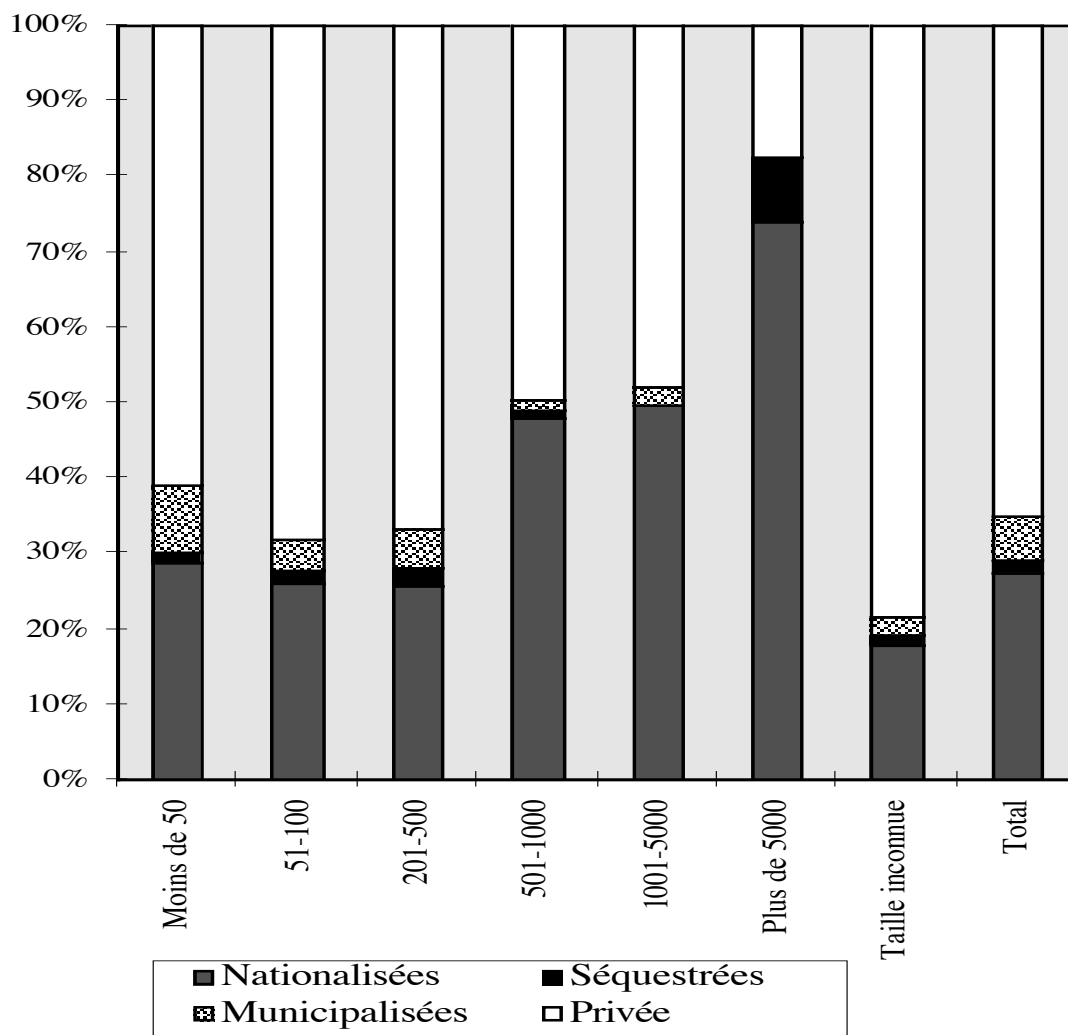
³² V.Z. Drobizhev, "Sotsialistitcheskoe obobchtchestvlenie promychlennosti v SSSR", in *Voprosy Istorii*, n°6, 1964.

³³ L. Trotsky, *Terrorisme et Communisme*, UGE, Paris, 1963.

³⁴ V.Z. Drobizhev, "Sotsialistitcheskoe obobchtchestvlenie promychlennosti v SSSR", op. cit.

économique dans l'agriculture et le commerce. Elle se traduit aussi au sein de l'industrie nationalisée par la montée des pratiques contractuelles remplaçant progressivement les commandes autoritaires. En fait, au début des années vingt, l'économie de ce qui était encore connu sous le nom de Russie soviétique était organisée en trois strates distinctes.

Figure 1
État des prises de contrôle des entreprises industrielles au 31 mars 1918



Source : V.Z. Drobizhev, "Socialisticheskoe obobshchestvlenie promyshlennosti v SSSR" in ,1964, n°6, p. 58.

Un embryon d'organisme de planification (le GOELRO, qui devint le GOSPLAN) avait été constitué, avec l'aide de spécialistes allemands issus des organismes du KRA de l'économie de guerre. Les tâches de cette instance de planification étaient avant tout indicatives. L'industrie était contrôlée par le VSNH dans sa démarche globale et en particulier en ce qui concerne les priorités d'investissement et de reconstruction. Les entreprises étaient gérées de fait à travers des trusts décrits dans le décret du 10 avril 1923 comme :

"Des établissements industriels d'État autorisés par le gouvernement à opérer de manière indépendante en accord avec leur charte interne, sur une base commerciale et dans l'objectif de faire des profits".

Ces organismes étaient donc dotés d'une large autonomie, autonomie qu'ils tentaient d'ailleurs régulièrement d'accroître au détriment du VSNH³⁵. A cet égard, l'établissement de mesures de discipline financière, s'il entérinait cette autonomie, obligeait les trusts à une réelle responsabilité, en particulier en matière de prix.

Il est ainsi incontestable que l'économie soviétique, du temps de la NEP, avait des aspects d'économie mixte et qu'elle connaissait une dynamique organisationnelle allant dans le sens d'un développement combiné des activités privées et étatiques. Cette situation posait de délicats problèmes, tant d'un point de vue idéologique que, très concrètement, en matière d'organisation. Les tensions que l'on observe dans l'économie chinoise depuis les années quatre-vingt en sont un exemple³⁶. Il est aussi incontestable qu'il y avait, dans certaines strates de l'appareil administratif, une nostalgie de la période du communisme de guerre. Il serait cependant profondément erroné de ne voir dans la NEP qu'un entracte avant le retour à une "normalité" soviétique. La construction du système tel qu'on l'a connu pour des décennies, et qui se fit à partir de 1928 fut suffisamment chaotique et dramatique pour montrer que la situation de la NEP avait sa propre stabilité qu'il a fallu consciemment détruire.

D'un point de vue institutionnel la mise en place du système économique s'est déroulée sur une période d'un peu plus d'une dizaine d'années quand on regarde le fonctionnement de l'industrie et, plus généralement, du secteur étatique³⁷. Si la montée en puissance du GOSPLAN en tant qu'organisme de direction de l'économie date de la fin des années vingt, la structure générale du système ne sera acquise qu'à la fin des années trente, voire en 1948 avec la constitution formelle d'un comité aux approvisionnements, le GOSSNAB, à l'échelle nationale.

La constitution des formes verticales d'organisation

Le premier trait de ce processus est donc incontestablement un changement dans les principes et les procédures de direction de l'économie. A l'articulation VSNH/ Trusts succéda le rôle du GOSPLAN, en conjonction avec le Commissariat à l'Industrie Lourde, sous la direction de S. Ordjonikidze à partir de 1932. Les trusts furent supprimés par une décision du 5 décembre 1929, tandis que les entreprises recevaient l'autonomie comptable, le *hozraschet* ; les fonctions d'approvisionnement qui étaient dévolues aux trusts, avaient déjà été transférées à des agences séparées, les *gubtorgi*. Ces dernières contrôlaient à leur naissance 26% de la production, chiffre qui devait monter à 74% en 1930/31. Le VSNH lui-même fut dissous le 5 janvier 1932 et remplacé par trois commissariats à l'industrie (Industrie lourde, Industrie légère et Industrie du bois)³⁸. Ceci s'accompagnait d'un changement dans le statut même de la planification qui devint simultanément impérative et très largement exhaustive, car couvrant un nombre croissant d'indicateurs. La fixation des prix devint une prérogative des organes centraux (même si dans les faits ceci resta difficilement applicable pour la totalité des

³⁵ Ch.L. Rozenfel'd, *Organizatsija upravlenija promyshlennostju v SSSR*, Gosplanizdat, Moscou, 1950, p. 216 et 223.

³⁶ Voir B. Chavance, "L'économie politique des réformes chinoises", in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 19, n°1, 1988.

³⁷ Il en existe une remarquable description dans R. Hutchings, *The Structural Origins of Soviet Industrial Expansion*, Macmillan, Londres, 1984 ; E.Zaleski, *La Planification Stalinienne*, Economica, Paris, 1984. Voir aussi l'ouvrage ancien, mais largement prophétique quant à sa description des mécanismes et des problèmes du système soviétique, de C. Bettelheim, *La Planification Soviétique*, Marcel Rivière, Paris, 1946.

³⁸ *Za Industrializatsiju*, 5 janvier 1932. Voir aussi, A. Baykov, *The Development of the Soviet Economic System*, Cambridge University Press, Cambridge, 1947.

produits), tandis que l'offre et la demande devaient être régulées à travers un système de contrats étatiques qui devenaient alors le mode d'application du plan. La gestion générale de ces contrats exigea rapidement la constitution d'une administration des approvisionnements, sur le modèle de ce qui avait existé dans les économies de guerre allemande ou russe quinze ans auparavant. Fonctionnant tout d'abord à l'échelle régionale, les *gubtorgi*, rebaptisées en 1931 les *rajsnabsbyty*, furent progressivement centralisées, aboutissant comme on l'a indiqué à la création du GOSSNAB. La centralisation des approvisionnements était nécessaire à la mise en place de procédures de planification utilisant les flux naturels, les balances matières. Cependant, et en dépit des affirmations des responsables, les balances matières ne purent jamais s'imposer comme la source unique de la planification, et les indicateurs monétaires continuèrent d'être largement employés, y compris en concurrence avec la planification sur la bases de données quantitatives³⁹.

Ce changement dans la gestion fut accompagné par une réforme des modes de financement. Le crédit à court terme entre client et fournisseur fut interdit à partir de 1931 pour être remplacé par un système d'avances de la banque d'État, la GOSBANK, ainsi que par des crédits, pour l'essentiel à court terme ; en 1939, les crédits représentaient ainsi près de 37% de l'ensemble du capital circulant de l'économie⁴⁰. Les diverses banques spécialisées dans le financement des activités économiques, et qui avaient jusque-là dépendu du VSNH, furent amalgamées à la GOSBANK, qui devint à la fois la Banque Centrale, l'Institut d'émission, et l'ensemble du système bancaire, un système connu sous le nom de monobanque. L'autre source de financement étant bien entendu les subventions provenant directement du budget, et dont le rôle était essentiel pour le financement de l'investissement net, mais aussi pour le fonctionnement des entreprises qui, en raison de la structure des prix imposés, devaient opérer à perte. Ces transformations avaient pour but d'assurer un meilleur contrôle centralisé sur les flux financier, un objectif qui, en lui-même, indiquait que les responsables soviétiques ne croyaient pas possible de tout diriger à partir des balances matières. Dans les faits, cependant, la GOSBANK ne pouvait refuser les avances. Le contrôle monétaire, ou ce que les auteurs soviétiques appelaient le *contrôle par le rouble* était ainsi faible. Une faiblesse que renforçait par ailleurs la faible discipline financière des entreprises qui continuaient à pratiquer le crédit interentreprises dans des proportions non négligeables. Il atteignait ainsi près de 20% du capital circulant total en 1939⁴¹, et devait connaître des pics importants à la fin des années quarante⁴². Un autre symptôme de cette faible discipline financière fut l'utilisation des avances et prêts à court terme de la GOSBANK pour financer des investissements et non simplement les opérations au jour le jour⁴³. La multiplication et la persistance sur longue période des pressions en provenance des entreprises pour obtenir des moyens de financement supplémentaires, phénomène auquel il faut rattacher l'évasion systématique hors des cadres de la fixation des prix, permet de mettre en doute l'idée traditionnellement soutenue dans de

³⁹ E.Ju. Lokchin, *Organizatsija material'no-tehniticheskogo snabzhenija v promychlennosti SSSR*, Gosizdat, Moscou, 1952. A. Arakeljan, *Planirovanie narodnogo hozjajstva SSSR*, Gosizdat, Moscou, 1952.

⁴⁰ Z.S. Katsenelenbaum, *Oborotnye sredstva v promychlennosti SSSR*, Gosizdat, Moscou, 1945, p. 83.

⁴¹ Idem, p. 83. Voir aussi l'article de Z.S. Katsenelenbaum in *Sovetskie Finansy*, n°1-2, 1945, p. 13.

⁴² J. Sapir, *Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1989.

⁴³ Il existe à ce sujet une littérature soviétique importante et précoce sur cette question. En particulier, Ch. Ja Turetskiy, *Sebestojmost' i voprosy tsenoobrazovanija*, Gosizdat, Moscou, 1940 ; A. Bachurin (ed), *Finansy i Kredit SSSR*, Gosizdat, Moscou, 1953 ; K.A. Fedoseyev, *Oborotnye sredstva sotsialisticheskoy promychlennosti i puti uskorenija ih oborota*, Gosizdat, Moscou, 1951 ; N. N. Rovinskiy (ed.), *Organizatsija finansirovanija i kreditovanija kapital'nyh vlozhenij*, Gosizdat, Moscou, 1951.

nombreux manuels d'une monnaie soviétique passive⁴⁴. En effet, si les flux monétaires n'avaient été que la contrepartie des flux physiques planifiés, il n'y aurait eu aucune raison pour les entreprises de chercher à obtenir des moyens financiers supplémentaires, et les autorités centrales auraient effectivement pu imposer leur contrôle sur les flux financiers. La persistance des désordres financiers, et l'incapacité des autorités centrales à y mettre fin, la multiplication des procédures et des stratégies des entreprises pour se procurer du financement, indiquent bien que la monnaie a une valeur intrinsèque dans l'économie soviétique. Dire que, dans ce système, elle était effectivement active n'implique nullement que les formes d'activation aient été les mêmes que dans les économies occidentales. Mais, au-delà des différences dans les formes, la persistance de l'activation de la monnaie rend bien compte de l'impossibilité à réaliser une centralisation a priori de l'économie. Elle témoigne de la persistance de l'autonomie des agents, et en particuliers des entreprises⁴⁵.

La disparition de la planification

Dans ces conditions, la disparition du VSNH, si elle établissait la prééminence du GOSPLAN, n'allait pas sans d'importants inconvénients, en particulier dans le suivi à court terme de l'activité des entreprises. La planification perdit rapidement son caractère de prévision à moyen ou à long terme. Le plan quinquennal vit son importance, si ce n'est symbolique, décliner rapidement au profit du plan annuel, voire du plan trimestriel⁴⁶.

La persistance d'une large autonomie d'action du directeur face à ses supérieurs hiérarchiques posait en effet le problème de la coordination d'une économie rétive à la centralisation ex-ante. Une première solution a été la mise en place d'une déconcentration de la décision. Ceci s'est traduit tout d'abord par le bourgeonnement des administrations correspondant à des logiques de branches. Si, en 1932, on ne comptait que trois ministères pour l'industrie, leur nombre devait rapidement s'accroître. De 1931 à 1941 32 nouveaux ministères (ou commissariats dans la terminologie de l'époque) furent créés, dont la majorité avait pour fonction l'administration de branches spécifiques de l'industrie. Leur nombre augmentera encore dans les années cinquante et soixante. Mais, ces ministères ne vont pas se contenter de la simple gestion d'une activité particulière. Ils auront tendance à impulser un phénomène de désécialisation au sein de la branche⁴⁷. Ainsi, le ministère des machines-outils se dota rapidement de ses propres fonderies et reconstitua une partie de la chaîne technologique de la métallurgie⁴⁸. Cette tendance traduit les limites de la coordination administrative par le système ministériel. On peut y rattacher le rôle croissant des autorités locales, au niveau de la République Fédérée ou de l'Oblast', voire même de la ville, dans la décision économique⁴⁹.

Une seconde solution a été l'émergence de plans spécifiques à l'intérieur des plans annuels ou quinquennaux, et consistant en général en liste de priorités ciblées sur des produits et des entreprises particulières et gérées à partir de comités spéciaux, comme la Commission

⁴⁴ Voir, par exemple, M. Lavigne, *Économie politique de la planification en système socialiste*, Economica, Paris, 1978. P. Traimond, *Le rouble : monnaie passive et monnaie active*, Cujas, Paris, 1979.

⁴⁵ Voir sur ce point D. Granick, *Management of the industrial firm in the USSR*, Columbia University Press, New York, 1954 ; V. Andrieu, *Managerial Power in the Soviet Union*, Saxon House, Londres, 1976.

⁴⁶ E. Zaleski, *La Planification Stalinienne*, op. cit.

⁴⁷ G. Duchène, *Essai sur la logique de l'économie planifiée*, Thèse es Sciences Économiques, Université de Paris-I, 1975.

⁴⁸ J.M. Cooper, *The development of the Soviet Machine Tool Industry*, Ph.D., Université de Birmingham, Birmingham, 1975.

⁴⁹ J.F. Hough, *The Soviet Prefects : The Local Party Organs in Industrial Decisionmaking*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1969. T. Dunmore, *The Stalinist Command Economy*, Macmillan, Londres, 1980.

Militaro-Industrielle⁵⁰ (dite VPK), ou de comités ad-hoc près des sections économiques du Comité Central du PCUS. Cette pratique a certainement assuré le bon fonctionnement de certains projets, en particulier, mais pas uniquement, dans le domaine militaire. Cependant, elle a contribué à la désarticulation progressive de la planification en imposant d'importantes modifications en cours d'exercice.

Une troisième solution résida dans la tolérance ou la reconnaissance de relations économiques non planifiées. Le recrutement de la main d'oeuvre fut largement laissé à l'initiative des entreprises⁵¹, impliquant par ailleurs une liberté relative dans la détermination des rémunérations directes et indirectes⁵². La consommation individuelle fut aussi largement laissée en dehors des relations de commandement⁵³, et, dans l'agriculture, la tolérance du marché kolkhozien, tout comme la reconnaissance légale du droit au lopin familial, ont introduit d'indiscutables mécanismes de marché⁵⁴. Enfin, un commerce de troc, fondé sur des relations bilatérales entre les directeurs d'entreprises, se développa rapidement ; les flux annuels de ces échanges étaient égaux à près de la moitié de ceux du commerce planifié par le GOSSNAB⁵⁵.

La situation engendrée par le mélange de ces trois solutions peut se lire au travers des statistiques. On peut ainsi mesurer des relations très claires entre les variations des salaires entre les secteurs et la répartition de la main d'oeuvre entre ces secteurs⁵⁶. La stabilité de ces relations statistiques est doublement importante pour une intelligence du système économique soviétique. Du point de vue de l'analyse des dynamiques économiques du système, ces relations permettent de relier les décisions d'investissement (telles qu'elles résultent des procédures de marchandage entre les entreprises et les administrations de tutelle), le besoin en main d'oeuvre et l'évolution du salaire réel ; à partir de là, on peut appréhender les relations entre le secteur manufacturier et le secteur agricole, et montrer en particulier que les fluctuations de production dans ce dernier ne sont que secondairement liées à des aléas climatiques, mais proviennent davantage d'une désorganisation de l'offre de travail dans ce secteur liée aux fluctuations du rapport entre revenus urbains et ruraux, et de l'attraction brutale d'une partie de la main d'oeuvre agricole vers des emplois dans le secteur manufacturier⁵⁷. Les conséquences sur la consommation des ménages des fluctuations de la production agricole sont d'autant plus importantes que, en dépit d'une hausse régulière du

⁵⁰ Voir J. Sapir, *Le système militaire soviétique*, La Découverte, Paris, 1988.

⁵¹ Ja. Sonin, *Vosproizvodstvo Rabochej Sily v SSSR i Balans Truda*, Gosplanizdat, Moscou, 1959. J.Sapir, *Travail et travailleurs en URSS*, Paris, La Découverte, 1984.

⁵² L.J. Kirsch, *Sovietwages : changes in structure and administration since 1956*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1972. S. Oxenstierna, *From labour shortage to unemployment ? The Soviet labour market in the 1980's*, Almqvist & Wiksell, Stockholm, 1990. S. Schwarz, *Les ouvriers en Union soviétique*, Marcel Rivière, Paris, 1956.

⁵³ G. Offer et A. Vinokur, *Private sources of income of the Soviet Urban Household*, Rand Corporation, R-2359-NA, Sta Monica, Août 1980 ; idem, "Inequality of earnings, household income and wealth in the Soviet Union in the 1970's", in J.R.Millar (ed.), *Politics, work and daily life in the USSR*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

⁵⁴ K.E. Wädekin, *The private sector in Soviet agriculture*, University of California Press, Berkeley, Ca., 1973.

⁵⁵ L. Freinkman, "Shaping a Market Environment and Analysis of the Enterprise Interaction Mechanism", in *Studies on Soviet Economic Development*, vol. 3, n°2, avril 1992, pp. 101-107.

⁵⁶ J. Sapir, *Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, op. cit., pp. 116-120 et 149-165.

⁵⁷ On trouvera une description plus complète de ce processus dans J. Sapir, "Conflits sociaux et fluctuations économiques en URSS : l'exemple de la période 1950-1965", in *Annales ESC*, n°4, 1985 (juillet-août), pp. 737-779.

niveau de vie, la part de l'alimentation reste importante dans les budgets⁵⁸. Comme ces fluctuations se manifestent avant tout sous la forme d'aiguïsement de la pénurie, compte tenu du fait qu'une large part de cette production est commercialisée à travers un système à prix fixes, la pertinence des incitations monétaires au travail (les primes) est inversement proportionnelle à l'acuité de la pénurie. Une baisse de la production agricole se traduit, au bout du compte, par une dévalorisation momentanée de ces incitations, entraînant un coup de frein sur la croissance de la productivité. Celle-ci étant alors, ex-post, plus faible que ce qui avait été anticipé lors des décisions d'investissement, un besoin en main d'oeuvre apparaît à nouveau dans le secteur manufacturier où il se traduit par un aiguïsement de la concurrence entre branches de ce secteur, sous la forme de nouvelles pressions à la hausse des revenus urbains. Cette dynamique est à la base des cycles économiques particuliers de l'économie soviétique. Elle se manifeste avec une intensité d'autant plus importante que, progressivement, les réserves de main d'oeuvre s'épuisent compte tenu du ralentissement démographique que l'URSS connaît dans les années 60 et 70. Les relations statistiques se déforment progressivement, au fur et à mesure que l'économie se heurte au "mur" démographique. La période du plan, qu'il soit quinquennal ou annuel, cesse d'être pertinente pour la compréhension du mouvement réel de l'économie. Ce dernier prend naissance dans la rencontre entre des comportements d'investissements dictés à la fois par le cadre institutionnels et par son incapacité à couvrir la totalité de la réalité, les comportements des individus, et des relations techniques, comme par exemple le rapport capital fixe/capital variable pour une technique donnée, ou l'inertie des tendances démographiques.

La vitalité des relations sociales

Ces relations statistiques entre revenu et emploi sont la preuve matérielle que la planification ne s'exerça jamais directement sur l'emploi, en dépit de toutes les tentatives du régime, et de toutes les illusions des observateurs extérieurs à ce sujet. La compétition pour obtenir des suppléments de main d'oeuvre a caractérisé à la fois les relations entre branches et entre entreprises dans le cadre de l'URSS. Elle témoigne de manière indéniable de la décentralisation des décisions économiques et de la présence d'un marché du travail. Ce dernier n'est pas un marché pur au sens de la théorie de l'équilibre général ; si le travailleur peut choisir à qui il louera sa force de travail il ne peut vivre sans la louer. Mais cette limite est la même que celle qui existe dans les économies capitalistes. Assurément aussi, le contrat d'embauche est un contrat largement incomplet, qui implique une combinaison d'incitations et de contraintes sur le travailleur une fois ce dernier embauché. Ici aussi on ne fait que retrouver la situation de nos économies. Pour reprendre une formule employée à propos de nos économies, la relation salariale fut tout autant soumise aux logiques de la règle qu'à celles du marché⁵⁹. Que la forme prise par la combinaison entre incitations et contraintes ait été différente dans le cadre de l'URSS des formes que nous connaissons aujourd'hui dans les économies occidentales, renvoie simplement à des différences particulières, tant dans le mode de légitimation de l'encadrement technique et professionnel de la production que dans celui des formes de l'aléa économique⁶⁰. Il faut aussi se souvenir que cette combinaison n'a jamais été identique, voire même homogène dans le temps ou dans l'espace dans le cadre de l'économie soviétique. Ainsi, dans certaines usines les incitations monétaires étaient-elles prédominantes, alors que dans d'autres les incitations étaient avant tout en nature. De même, le niveau de la contrainte tout comme sa forme ont connu des différences substantielles,

⁵⁸ Idem, pp. 762-763.

⁵⁹ B. Reynaud, *Le salaire, la règle et le marché*, Christian Bourgeois, Paris, 1992.

⁶⁰ J. Sapir, *Travail et Travailleurs en URSS*, La Découverte, Paris, 1982.

suivant les époques, les branches de l'activité et les usines. Là et quand la main d'oeuvre manquait, il eut été incohérent de recourir aux licenciements et aux renvois ; à l'inverse, dans les entreprises qui pouvaient obtenir sans problème les travailleurs nécessaires, on a bien assisté à des licenciements pour l'équivalent de notre notion de faute professionnelle.

Cette décentralisation de fait de la décision dans le domaine de l'emploi est essentielle pour comprendre le maintien de relations monétaires diversifiées dans l'économie soviétique. Si, effectivement, le rapport travail avait pu être planifié, alors fort probablement la monnaie se serait transformée en une simple unité de compte.

La disparition du plan dans la planification peut être interprétée de deux manières différentes. Il est toujours possible de n'y voir qu'une imperfection du système. La rencontre de l'opportunisme stalinien et du sous-développement culturel du pays seraient ici les causes de ce phénomène qui serait alors russe avant d'être soviétique. Et on ne niera point que tant le mode de direction politique que Staline imprima au pays à partir de la fin des années vingt que le problème culturel que soulève le simple fait de propulser une société rurale dans le monde industriel en deux décennies, quand il fallut près d'un siècle pour parcourir le même chemin en Europe Occidentale, ne favorisait guère la mise en place d'une forme rationnelle d'administration économique. Mais, si telle était bien la raison, on devrait pouvoir lire avec le temps les symptômes d'une amélioration de la situation. Or, si on ne retrouve pas dans les années soixante-dix le chaos des années trente, l'emprise du plan n'en est pas plus forte pour autant. Les relations économiques statistiquement mesurables restent les mêmes que dans les années cinquante, au déplacement près de certaines contraintes, ce que l'on a évoqué.

Il faut donc procéder à une autre lecture du phénomène. Pour qu'une planification globale de l'activité économique soit possible, il faut supposer que toutes les décisions à prendre et l'ensemble de leurs conséquences pourraient être connues par chaque acteur. Ceci suppose des capacités cognitives infinies pour les individus qui font partie de ce système⁶¹. Un tel monde dont les membres connaîtraient en fait dès la naissance leur avenir, où le futur ne serait que l'image du passé, et qui correspondrait aussi à la vision de la théorie de l'équilibre général, ne peut être qu'un monde dont le temps est absent et qui est prisonnier d'un univers stationnaire, sans innovation, sans espoir et sans histoire⁶². Si on considère impossible une telle planification, alors il devient possible de penser et l'échec du projet planificateur global et la persistance des institutions de planification ainsi que le mélange entre commandement et actions décentralisées. L'interdépendance entre les décisions des agents qui caractérise les économies qui sortent de la logique de l'autoconsommation et de l'échange symbolique, et qui provient du fait que la production de l'un doit être consommée par un autre tout en résultant de la consommation de fournitures procurées par un troisième ce qui fonde alors la nature de marchandise du bien produit et ce, quelle que soit la forme des circuits dans lesquelles circulent ces biens, le fait qu'elles soient prises aujourd'hui, sur la base de l'expérience d'hier et en fonction des espoirs pour demain, c'est à dire qu'elles s'inscrivent dans un temps qui a une épaisseur et qui est susceptible de réserver des surprises aux agents⁶³, détermine alors que l'incertitude est endogène et non exogène. C'est même ce qui différencie fondamentalement

⁶¹ Pour une critique de ce paradigme de la capacité cognitive infinie qui est à la base et de la théorie économique standard et de celle de la planification, H.A. Simon, "Rationality as a Process and a Product of Thought", in *American Economic Review*, vol. 68, 1978, n°2, pp. 1-16.

⁶² G.P. O'Driscoll et M.J. Rizzo, *The Economics of Time and Ignorance*, Basil Blackwell, Oxford, 1985, pp. 108-109. G.L.S. Shackle, "Means and Meaning in Economic Theory", in *Scottish Journal of Political Economy*, vol. 29, 1982, n°3, pp. 223-234.

⁶³ Sur l'importance de la notion de "surprise" pour les décisions économiques, G.L.S. Shackle, *Decision, Order and Time*, Cambridge University Press, Cambridge, 1969, (2ème édition), pp. 287-291. Voir aussi, G.L.S. Shackle, "Means and Meaning in Economic Theory", op. cit., pp. 232-233.

les économies marchandes des économies primitives non marchandes où l'incertitude est purement exogène (aléa climatique, guerre, épidémie...). Considérer cependant l'incertitude comme endogène nous conduit à ce que l'on appelle le Paradoxe de Shackle que l'on peut énoncer ainsi : si les acteurs sont réellement décentralisés (soit s'ils agissent indépendamment les uns des autres tout en étant simultanément interdépendants) alors il ne saurait y avoir de stabilité et de prévisibilité complète du système économique, mais en même temps, une instabilité et une imprévisibilité complètes sont incompatibles avec la prise de décision⁶⁴. La réponse à ce paradoxe réside tout à la fois dans une compréhension de ce que les acteurs économiques n'agissent pas à partir d'une rationalité maximisatrice mais de choix stratégiques guidés par des règles heuristiques⁶⁵, et dans la compréhension du rôle des institutions comme autant de procédures visant à établir des espaces limités, dans l'espace et le temps, de stabilité et de prévisibilité. Il devient alors possible de dépasser le double constat d'une non-opérationnalité de la planification comme principe organisateur et de la permanence des institutions de la planification, pour pénétrer dans l'intelligence des mécanismes réels de fonctionnement de l'économie soviétique.

⁶⁴ G.L.S. Shackle, *Decision, Order and Time*, op.cit., pp. 3-7.

⁶⁵ Un bon exemple en est donné par le comportement du joueur d'échecs ; voir A. de Groot, *Thought and Choice in Chess*, Mouton, La Haye, 1965. La notion de l'action stratégique est à la base de la théorie de la rationalité procédurale dans H.A. Simon, "Theories of Bounded Rationality" in C.B. Radner et B. Rudner, *Decision and Organization*, North Holland, Amsterdam, 1972, pp. 161-176.

III. La diversité des fonctionnements

Le système économique soviétique s'est donc caractérisé par une pluralité de modes de coordination. Le commandement administratif, si il n'a pas été le mode exclusif, n'en a pas moins joué un rôle important, que ce soit à travers la planification ou les mécanismes des priorités sectorielles⁶⁶. Il faut lui ajouter le marché, compris comme un mécanisme d'itération entre demandeurs et offreurs et qui peut prendre la forme du marché archétypal où les intervenants jouissent simultanément de la liberté de contracter quand ils veulent et avec qui il veulent comme celle du marché asymétrique où une catégorie d'agents n'est pas libre de contracter quand ils le désirent, mais aussi l'existence de réseaux où les relations d'échanges sont fondées sur des accords préalables qui possèdent une importante stabilité dans le temps⁶⁷.

La pluralité des modes de coordination

Cette pluralité résulte de l'impossibilité de gérer l'économie comme une entreprise unique. Les défauts et échecs de la coordination par le seul commandement se sont traduits par la persistance des phénomènes de *pénurie*⁶⁸. Cette dernière a eu deux natures distinctes; dans certains cas, elle correspondait simplement au désajustement entre les flux financiers, dont on a vu la relative autonomie, et les flux de produits. L'excès de demande, dans un système où les prix sont relativement rigides, aboutissant alors à une pénurie qui n'était qu'une inflation réprimée⁶⁹. Cette forme de pénurie était particulièrement présente dans le cas du commerce de détail des biens de consommation, et pouvait même être institutionnalisée sous la forme d'un rationnement. Dans une telle situation, la consommation effective est découplée de l'évolution du revenu monétaire réel. Ceci aboutit à affaiblir considérablement la portée des incitations monétaires au travail et à la productivité (primes, bonus, etc....). Mais, la permanence du phénomène de la pénurie indiquait que celle-ci ne se réduisait pas à un déséquilibre transitoire⁷⁰. La pénurie, en particulier dans le commerce interentreprise, résultait de la perturbation constante des chaînes logistiques en raison tout à la fois des défauts du commandement et des effets de certains remèdes, comme les systèmes de priorité. Cette double pénurie qui a caractérisé le fonctionnement au jour le jour de l'économie soviétique, est similaire à ce que l'on a pu observer dans des économies de guerre. Pour les agents économiques, elle se traduit par une incertitude qui ne se situe plus en aval de la production (*Vais-je vendre ma production, et à quel prix ?*), mais en amont de cette dernière (*Vais-je obtenir dans les délais voulus les quantités de produits demandés, et dans les qualités requises ?*). C'est cette forme particulière de l'incertitude économique propre à une économie décentralisée⁷¹, car elle traduit bien l'existence de décisions indépendantes prises par des agents interdépendants, qui induit tout une série de comportements, soit au niveau de

⁶⁶ G. Roland, *Économie politique du système soviétique*, L'Harmattan, Paris, 1989.

⁶⁷ Voir J. Sapir, *L'économie mobilisée*, La Découverte, Paris, 1990.

⁶⁸ J. Kornai, *Socialisme et Économie de la Pénurie*, Economica, Paris, 1984 ; idem, *Growth, Shortage and Efficiency - A Macrodynamical Model of the Socialist Economy*, Basil Blackwell, Oxford, 1982.

⁶⁹ R. Portes, "The Control of Inflation : lesson from East European Experience", in *Economica*, vol. 44, 1977 ; D.M. Nuti, "Open and repressed inflation in Poland 1975-1981", *NASEES Annual Conference Proceedings*, Cambridge, 27-29 mars 1982.

⁷⁰ D.M. Kemme, "The chronic excess demand hypothesis", in C. Davis et W. Charemza, *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies*, Chapman & Hall, Londres, 1989.

⁷¹ G.L.S. Shackle, "Means and Meaning in Economic Theory", op.cit., pp. 223-234.

l'entreprise, soit au niveau de ministère⁷². La concurrence entre agents économiques ne disparaît pas mais se transforme ; elle se concentre, en amont de la production, sur l'obtention de ressources supplémentaires en matières, en travail ou en monnaie, ou le classement à un degré de priorité supérieur. La stratégie du décideur ne trouve plus son test de validation dans la capacité à écouler la production, et donc le dégagement d'un profit comptable, mais dans sa capacité à assurer la permanence de la production en dépit des aléas et sa capacité de réponse aux changements des priorités. Le fait que la sanction ait changé de forme ne signifie donc pas qu'elle ait disparu. Elle pèse d'ailleurs tout autant sur le décideur que sur les salariés, sous la forme pour l'un d'une perte de revenu, de statut, voire de sa liberté ou de sa vie, et pour les autres de pertes de revenus monétaires et en nature.

Multiplicité des stratégies des acteurs

La diversité de l'intensité de l'aléa implique que les stratégies qui peuvent être mises en oeuvre sont multiples. Ainsi la déspecialisation à l'échelle du ministère, déjà évoquée, a pour contrepartie la tendance à l'internalisation (faire soi-même plutôt que faire faire) au niveau de l'entreprise. Ces pratiques, tout comme le stockage préventif, ont pour effet de déformer la structure de la demande (on demande plus, mais aussi d'autres biens) mais aussi celle de l'offre (une unité économique va produire d'autres produits que ceux qu'elle est censée produire). Cette double déformation tend spontanément à désarticuler encore plus le schéma initial du plan. Elle est aussi source d'inefficience en ce qu'elle aboutit à une multiplication d'activités redondantes dans des logiques locales de quasi-autarcie. On doit ici signaler que le facteur travail étant, par essence, plus flexible et adaptable que le capital, l'incertitude en amont pousse les entreprises à substituer du travail au capital et à s'opposer aux changements technologiques chaque fois que ces derniers risquent d'accroître la vulnérabilité à la pénurie⁷³. La tendance au suremploi et au conservatisme technique que l'on détecte dans l'économie soviétique s'explique ainsi sans qu'il soit besoin de mobiliser des hypothèses idéologiques lourdes (plein-emploi comme base sociale du régime ou encore incompatibilité entre la propriété d'État et l'innovation⁷⁴). Et la disparition du chômage traduit alors moins un choix politique que la conséquence non-intentionnelle de stratégies qui aboutissent à une demande sans cesse croissante en main d'oeuvre qui vient se heurter tout d'abord sur le mur de la pénurie relative (dictée par le rythme auquel le secteur agricole peut libérer des travailleurs sans s'effondrer), puis sur celui de la pénurie absolue liée à la contrainte démographique. On peut noter aussi qu'une internalisation sociale s'est développée en parallèle à l'internalisation technique. Les entreprises ont joué rapidement un rôle déterminant dans la protection sociale, fournissant aux travailleurs une large gamme de services (logement, instruction, santé), mais aussi de biens de consommation à travers des réseaux de distribution

⁷² Sur le rôle de la pénurie quant aux décisions d'investissement, voir T. Bauer, "Investment Cycles in Planned Economies", in *Acta Oeconomica*, vol.21, n°3, 1978 ; J. Winiecki, "Investment Cycles and an Excess Demand Inflation in Planned Economies : Sources and Processes", in *Acta Oeconomica*, vol. 28, n°1/1984. L'interaction entre la pénurie sur le marché des biens de consommation, l'offre de travail, et le marché des biens d'investissement est traitée dans L. Podkaminer, "Investment Cycles in Centrally Planned Economies : an explanation invoking consumer market disequilibrium and labour shortage" in *Acta Oeconomica*, vol. 35, n°12, 1985. Sur ce point, voir aussi J. Sapir, *Les fluctuations économiques...*, op. cit., et, idem, "Cycles économiques et relation entre l'investissement, l'emploi et la productivité dans le cas de l'URSS : un modèle", in B. Chavance (éd.), *Régulation, cycles et crises dans les économies socialistes*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987.

⁷³ V. Pejsakovitch, *Ekonomitcheskije Problemy Avtomatizacii Proizvodstva*, Izdatel'stvo Belaruskogo Universiteta, Minsk, 1974.

⁷⁴ Ce qui est par exemple la thèse de D. Granick dans *Job Rights in the Soviet Union : their consequences*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.

internes. La mise en place de ce système, qui n'est pas sans rappeler ce que l'on a connu dans certaines grandes entreprises occidentales à la fin du XIX^{ème} siècle (on pense à Krupp par exemple), est à relier aux problèmes de l'organisation du travail et de la gestion de la main d'oeuvre induits par les effets de la pénurie tant sur les approvisionnements techniques que sur les biens de consommation, effets qui rendent une partie des incitations traditionnelles comme une partie des contraintes traditionnelles, inopérantes. Cette double pénurie interdit la mise en place de tout système s'apparentant au taylorisme ou au fordisme, à la fois pour des raisons techniques (l'irrégularité de la production), que sociales (l'impossibilité d'établir un lien entre productivité, rémunération et consommation). Elle incite les entreprises à s'engager dans une logique de mobilisation interne de la main d'oeuvre, que ce soit pour réduire la rotation des personnels (le *tekuchest'*) ou pour pouvoir adapter le travail aux irrégularités de fonctionnement. Il est ainsi plus important pour un responsable industriel de s'assurer de la disponibilité des ouvriers quand on peut travailler que de vouloir à tout prix imposer la ponctualité⁷⁵.

Le marchandage est un autre produit de cette incertitude⁷⁶. Qu'il prenne forme entre des partenaires égaux (entre des directeurs par exemple), et l'on parle alors de marchandage explicite, ou qu'il se déroule au sein de relations hiérarchiques (entre directeurs et responsables des ministères, ou entre employés et directeurs), et l'on parle alors de marchandage implicite, on est en présence d'un comportement dominant dans le système soviétique⁷⁷. Il ne lui est cependant pas spécifique, car on peut le retrouver dans les économies de guerre ; qu'il s'agisse des États-Unis entre 1941 et 1945⁷⁸, où B. Moore⁷⁹ a montré la parenté entre le personnage de l'*expediter* ; ce délégué de l'entreprise qui va marchander des contrats et des approvisionnements supplémentaires, et le *tolkatch* soviétique, ou de l'économie allemande entre 1914 et 1918⁸⁰, le marchandage est une procédure largement présente.

Il aboutit à rendre discutable toute décision, mais aussi à créer les flexibilités et les solidarités qui assurent certaines formes de la coordination compte tenu des interdépendances politiques ou techniques entre les différents niveaux de décision. On peut d'ailleurs montrer que dans un jeu où chaque acteur court un risque grave en cas d'échec de la coordination et où les stratégies dites rationnelles de minimisation des pertes aboutissent à la plus mauvaise des solutions, le marchandage est la solution logique pour réguler les relations⁸¹. Cependant, il faut mesurer que le marchandage n'est pas seulement un élément économique ; il est une pratique sociale qui décrit une anthropologie du pouvoir, le système clientéliste ou plus généralement le pouvoir patrimonial. On est alors en présence de relations qui ont leur logique propre, à la fois dans le domaine économique où elles se traduisent par le renforcement de

⁷⁵ J. Sapir, *Travail et travailleurs en URSS*, Paris, La Découverte, 1984.

⁷⁶ Voir T. Bauer, "Investment Cycles in Planned Economies", op. cit. J.Kornaï, *Socialisme et Economie de la Pénurie*, op. cit.

⁷⁷ J. Sapir, *L'économie mobilisée*, op. cit.

⁷⁸ Il existe une étude documentée sur les pratiques industrielles et administratives aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale, qui décrit des procédures très proches à celles de l'économie soviétique. Voir R. Elberton Smith, *The Army and Economic Mobilization*, Center of Military History, US-Army, Washington DC, 1985.

⁷⁹ B. Moore, *Soviet Politics : The Dilemma of Power*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1956, 3^{ème} édition. Idem, *Terror and Progress*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1954.

⁸⁰ G.D. Feldman, *Army, Industry and Labor in Germany : 1914-1918*, op. cit.

⁸¹ C.A. Powell, "Problems and Breakdowns of Rationality in Foreign Policy and Conflict Analysis : a Basic Review of Game Theoretic Concepts", in *Peace and Change*, vol XIII, numéro spécial sur la théorie des jeux, 1988, pp. 65-94, en particulier p. 84.

l'autonomie des agents et une indétermination des droits de propriété (le gérant de fait exerçant la réalité du *jus utendi et abutendi*), et dans le domaine politique à travers la constitution de modes de représentation et d'action spécifiques⁸².

L'indétermination des droits de propriété et la disputabilité de toute décision ouvrent à l'évidence des espaces importants à la corruption⁸³. Il faut cependant bien distinguer la présence dans le système soviétique de mécanismes différents⁸⁴. L'achat instantané d'un service ou d'un bien par un paiement en monnaie ou en nature illégal établit en fait une relation fugitive, qui meurt dans son accomplissement. Les deux échangistes se quittent libres et satisfaits. Telle est la corruption, dont le développement à partir des années soixante-dix a été spectaculaire.

Au contraire, l'octroi à un individu d'un bien ou d'un avantage dans le but d'ouvrir un crédit symbolique pour une réciprocité future s'inscrit dans la durée; c'est une relation profondément structurante qui conduit à la mise en place de solidarités, affichées ou non. On est ici en présence d'une logique du don, comme substitut au contrat (explicite ou implicite), qui crée des dettes destinées à ne pas s'annuler ni s'éteindre. Le contre-don, ou l'acte de réciprocité, ne clôt pas la relation comme dans un échange, mais au contraire la renouvelle et lui permet de perdurer⁸⁵. Tel est le clientélisme ou le système patrimonial. Alors que la corruption corrodait la société, les pratiques clientélistes en ont été un ciment⁸⁶. Contrairement à une opinion répandue, le clientélisme n'était pas anti-systémique en URSS, mais pro-systémique⁸⁷, du moins dans une optique de reproduction à court terme. Cependant, la dynamique de la légitimité patrimoniale qui caractérise un tel système avait des implications en terme de rythme de croissance, mais aussi de reproduction routinière des décisions qui, elles n'étaient pas compatibles entre elles.

⁸² Idem.

⁸³ K. Simis, *The corrupt society*, Simon & Shuster, New York, 1982 ; I. Zemtsov, *La corruption en Union soviétique*, Hachette, Paris, 1976.

⁸⁴ Ainsi le livre de I. Zemtsov décrit-il avant tout des phénomènes de clientélisme et non de corruption, en dépit de son titre.

⁸⁵ On se reportera à l'analyse faite par M. Godelier sur le don : M. Godelier, "L'énigme du don : le leg de Mauss", in *Social Anthropolgy*, vol.3, n°1, 1995, pp. 15-47.

⁸⁶ Dans sa préface "éloge de la corruption" au livre de I. Zemtsov, A. Besançon est victime justement de cette illusion qui consistait à voir dans toute pratique illégale en URSS un élément de contestation du système.

⁸⁷ Sur ce point J. Sapir, *Feu le système soviétique?*, La Découverte, Paris, 1992.

IV. Quelle cohérence pour le système économique soviétique?

La multiplicité des modes de coordination, et de leurs formes concrètes, pose alors la question de la cohérence générale du système économique soviétique. Il serait ainsi erroné de croire que l'on a eu une simple succession historique de ces modes ; au commandement hautement centralisé initial succédant le bilatéralisme puis le marché. En fait, les trois modes ont été associés sur l'ensemble de la période, même si les conditions de cette association ne furent pas les mêmes. Les variations des formes de cette association décrit l'histoire de l'évolution des modes de régulation du système⁸⁸, et recoupe largement les différentes tentatives de réformes, qui commencèrent très tôt, dès la fin des années trente⁸⁹, et qui sont traitées par ailleurs.

La question du socialisme

Cette multiplicité des modes de coordination souligne l'inadéquation des dénominations utilisées pour l'économie soviétique. Le qualificatif d'économie socialiste pose problème à l'évidence, soit en raison de son indétermination (l'URSS aurait été socialiste de même que l'économie française des années quatre-vingt ou encore certaines économies du Tiers-Monde), soit au contraire de sa trop forte détermination normative (on prétend savoir d'avance ce que le socialisme devrait être). Utiliser la formule classique d'*économie centralement planifiée* présente, outre le fait qu'elle semble accrédi- ter l'illusion soviétique d'une économie réellement réduite à la planification, le défaut de suggérer que le commandement centralisé a été la forme dominante de coordination. Des auteurs conscients de ce problème ont proposé des formules convergentes, comme le pluralisme centralisé (A. Nove⁹⁰) ou le monolithisme décentralisé (T. Bauer⁹¹). Ces formules soulèvent alors d'autres problèmes. En un sens toute économie de marché est un pluralisme centralisé, car la présence d'agents autonomes multiples et hétérogènes, dans leurs capacités comme dans leurs fonctionnements, s'accompagne aussi de procédures visant à centraliser les effets de leurs comportements. Une fois que l'on a renoncé à la métaphore du *commissaire-priseur*, centrale dans le modèle néoclassique dont les économistes ont hérité depuis L. Walras⁹², et dont il est facile de montrer qu'elle n'est que l'image inversée de la planification parfaite⁹³, on doit se poser la question des institutions qui permettent justement d'effectuer ex-post cette centralisation⁹⁴. Quant à l'idée du monolithisme décentralisé, elle aboutit à confondre les pratiques de déconcentration de la décision, dont on a vu qu'elles sont importantes dans le cas soviétique, mais qui ne remettent pas en cause fondamentalement le modèle hiérarchique (même si elles le complexifie et lui donnent une

⁸⁸ Dont on trouvera une typologie dans J. Sapir, *Les fluctuations économiques en URSS*, op. cit.

⁸⁹ Ainsi la nécessité d'adopter un schéma de développement équilibré et réaliste, qui avait déjà été le thème central défendu par Boukharine dans la seconde moitié des années vingt, devait ré-apparaître publiquement à la veille de la guerre, A. Kurskiy, "K voprosu o balanse narodnogo khozyaystva" in *Bol'shevik*, n°24, 1940. Idem, "Plan i balans narodnogo khozyaystva", in *Planovoe Khozyaystvo*, n°2, 1941.

⁹⁰ A. Nove, *L'Économie soviétique*, Economica, Paris, 1981.

⁹¹ T. Bauer, "The Hungarian Alternative to Soviet-type planning", Working Paper, Indiana University, Bloomington, 1982.

⁹² L. Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1952, (ré-édition de la version complète de 1900 de cet ouvrage).

⁹³ M. De Vroey, "La possibilité d'une économie décentralisée. Esquisse d'une alternative à la théorie de l'équilibre général", in *Revue Économique*, vol. 38, n°4, mai 1987. J. Stiglitz, *Wether Socialism?*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1994.

⁹⁴ Sur ce point, on se réfère à M. Aglietta et A. Brender, *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, Paris, 1984.

dynamique spécifique⁹⁵), et des pratiques de décentralisation qui sont des reconnaissances de l'autonomie des agents. Ici encore, la question des institutions est en réalité évacuée.

La notion d'*économie de pénurie*, telle qu'elle fut développée par J. Kornaï soulève d'autres problèmes⁹⁶. Non que la présence des pénuries n'ait été un phénomène structurel de l'économie soviétique, engendrant d'ailleurs un certain nombre des institutions du système. Mais, chez Kornaï, la pénurie est liée à la contrainte budgétaire molle, elle-même assimilée à une norme. Or, cette vision néglige la distinction fondamentale que l'on doit établir entre la situation *ex ante* et la situation *ex post*⁹⁷. On ne conteste pas ici le fait que *ex post*, la contrainte de budget pesant sur les entreprises soit molle, c'est à dire qu'elles ne sont pas acculées à la faillite en cas de mauvais résultats répétés. Mais il s'agit ici d'un résultat dont l'occurrence à l'origine ne peut nullement être tenue pour certaine par l'agent décideur. Raisonnons en effet par l'absurde. Si les responsables des entreprises soviétiques étaient certains d'obtenir le financement nécessaire, ils ne se seraient jamais préoccupés des flux financiers étant en situation d'abondance de ce point de vue. Hors, l'observation micro-économique montre la multiplication de stratégies locales pour obtenir ce financement: hausses illicites des prix, retards de paiement, développement d'un crédit interentreprises illégal, enfin transformation de lignes bancaires à très faible liquidité en lignes à liquidité forte. L'existence et la diversité même de ces stratégies implique qu'il n'y a aucune automaticité, mais développement d'un savoir faire directorial pour obtenir une ressource qui reste relativement rare. Ceci ne signifie pas que certaines entreprises n'aient connu, de manière temporaire ou permanente une contrainte de budget molle *ex ante*. On trouve ces situations avant tout dans des secteurs à très haut degré de priorité comme l'espace. Pour le reste, soit la très grande majorité des entreprises, il y a bien incertitude sous la forme d'une tension entre la prévision *ex ante* et la vérification du résultat *ex post*⁹⁸, et donc nécessité d'élaborer des stratégies où l'acteur cherche à tirer parti de ses points forts, par exemple sa capacité à prétendre que les produits fabriqués sont nouveaux, ou son pouvoir de négociation vis à vis de la Banque Centrale et de ses agences locales.

Par ailleurs, il ne faut pas confondre la question de la contrainte de budget et celle de la sanction des stratégies entrepreneuriales. Comme on l'a indiqué plus haut aucune stratégie n'était validée *ex ante*. La compatibilité entre les choix faits par l'équipe directoriale et les aléas rencontrés dans la période de validité de ces choix ne pouvait être mesurée qu'*ex-post* sous la forme de retards plus ou moins grands dans les livraisons, et de capacité à satisfaire plus ou moins certains clients prioritaires. De la même manière, ce n'était que *ex-post* que la validité des politiques économiques gouvernementales, de leurs priorités, de l'efficacité de la combinaison d'incitation et de contrainte qu'elles contenaient pouvait être vérifiée, sous la forme de résultats macro-économiques. La sanction de la plus ou moins grande validité des stratégies a pesé sur l'ensemble des acteurs, même si elle n'a pas pesé avec la même force suivant les acteurs et les périodes. Il n'y a guère de doute que de nombreux directeurs d'usines auraient préféré connaître les affres de la faillite plutôt que d'être confrontés à l'OGPU ou au NKVD. Et, si on n'a pas connu de licenciements massifs chez les salariés comme résultat

⁹⁵ On trouvera une analyse des conséquences de cette complexification d'une structure hiérarchique dans, T.F. Remington, "Federalism and segmented communication in the USSR", in *Publius*, n°15, automne 1985.

⁹⁶ J. Kornaï, *Socialisme et économie de la pénurie*, op. cit.

⁹⁷ L'importance de cette distinction en économie a été soulignée par G.L.S. Shackle, *Decision, Order and Time*, op. cit., Idem, *Epistemics and Economics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1972.

⁹⁸ Ceci implique de penser l'équivalent pour le système soviétique des élasticités de la surprise que mentionne Shackle. Voir G.L.S. Shackle, "Means and Meaning in Economic Theory", op. cit.

d'une non validation de choix économiques, les baisses de niveau de vie, allant jusqu'à de véritables disettes dans certains cas, ont été au moins égales à ce qu'auraient entraîné des licenciements. D'un point de vue strictement économique maintenant, les fortes poussées du volume des constructions inachevées dans les périodes de crise, c'est à dire de chantiers arrêtés, ou tournant au ralenti faute de moyens, de main d'oeuvre ou d'argent, correspondent aux vagues brutales de dévalorisation du capital qui se manifestent dans nos économies sous la forme de faillites et de fermetures massives d'entreprises⁹⁹. Le fait même que les grandes poussées d'investissement aient abouti de manière récurrente à des périodes de blocage économique se manifestant par la dévalorisation, au moins provisoire, d'une partie de l'accumulation réalisée à la période précédente, signale la parenté très forte entre le système économique soviétique et nos systèmes économiques occidentaux. Ces périodes de dévalorisation en URSS permettaient-elles aussi de combattre les tendances à la baisse de l'efficacité marginale des investissements ?¹⁰⁰.

Le problème de la dénomination du système économique soviétique renvoie ainsi à des enjeux autrement plus complexes que le simple choix de mots ou que des prises de position politiques. Il éclaire en fait notre compréhension, ou notre incompréhension, de nos propres économies.

L'hypothèse du capitalisme d'État

Il faut ici évoquer les différentes analyses en terme de capitalisme d'État, dont on ne donnera pas une liste exhaustive en se contentant de présenter les démarches les plus significatives. L'un des textes les plus anciens et les plus argumentés est celui de T. Cliff qui circula d'abord au sein du mouvement trotskiste en 1948 avant d'être publié en 1955¹⁰¹. Ici, la notion de capitalisme d'État est avant tout polémique. Le système que décrit l'auteur se caractérise en effet par une centralisation complète, *ex ante*, du capital qui conduit à nier la pertinence de la loi de la valeur¹⁰². Il s'agit en fait d'un système qualifié de négation du capitalisme, mais dirigé par des capitalistes. Une telle approche est largement incohérente. Ou l'URSS réelle est bien le système décrit par Cliff, et l'appeler capitalisme n'a pas de sens, ou bien la réalité du système soviétique est toute différente, mais dans ce cas Cliff doit remettre en cause certaines des prémices de son raisonnement. Il est significatif qu'il s'y soit refusé, et l'édition de 1974 d'un texte écrit à l'origine en 1948 ne contient que des modifications mineures et aucune intégration des recherches documentaires sur la société que l'on prétend analyser.

Plus ancien et tout à la fois plus récent est le travail d'Yvan Craipeau. Ancien secrétaire de Trotsky lui-même, Craipeau a eu des doutes quant à la nature du système soviétique dès 1937. Dans un ouvrage datant de 1982, il reprend ses analyses, en fait l'histoire, et développe une autre vision du capitalisme d'État¹⁰³. Cette dernière reste très politique et reproduit l'idée d'une centralisation poussée à l'extrême¹⁰⁴. On retombe ici sur le même problème qu'avec l'analyse de T. Cliff.

Pour limitées et contradictoires qu'elles soient, ces analyses ont néanmoins l'immense mérite de montrer que les interrogations sur la nature du système soviétique ont émergé relativement rapidement du sein même du courant se réclamant du socialisme. On peut regretter, tout en en

⁹⁹ J. Sapir, *Les fluctuations économiques en URSS*, op. cit., p. 108 et p. 175.

¹⁰⁰ Idem, p.133.

¹⁰¹ T. Cliff, *State Capitalism in Russia*, Pluto Press, Londres, 1974, texte conforme à l'édition de 1955.

¹⁰² Idem, pp.158-159.

¹⁰³ Y. Craipeau, *Ces pays que l'on dit socialistes*, EDI, Paris, 1982.

¹⁰⁴ Idem, p. 125-126.

comprenant les raisons, que les auteurs qui furent à l'origine de ces analyses n'ont jamais tenté de les confronter avec les recherches empiriques qui, à partir des années cinquante, ont été en plein développement.

Les notions de capitalisme étatique (B. Chavance¹⁰⁵), ou de capitalisme de Parti (C. Bettelheim¹⁰⁶), ont ceci de qualitativement différent qu'elles tentent de rompre avec une vision purement polémique et politique de la notion de capitalisme d'État. Cependant, si elles ont l'immense mérite de rattacher l'économie soviétique à un modèle général caractérisé justement par la combinaison des différentes formes de coordination, ne sont pas exemptes de problèmes. Insister sur la propriété d'État comme le fait B. Chavance soulève certaines interrogations. Si il s'agit réellement du facteur essentiel, comment se fait-il qu'une dynamique économique très semblable à celle des économies soviétiques se soit développée en Allemagne en 1916-1918, alors que la propriété y était majoritairement privée. Et si l'on doit dissocier les mouvements économiques de la nature du système, que faire alors de la thèse de E. Labrousse, qui reste pourtant une référence clé aux économistes hétérodoxes, selon laquelle "une économie a la conjoncture de ses structures¹⁰⁷"? Cette vision du problème conduit à mettre de côté la question de la plus ou moins grande indétermination des formes de propriété, qui est probablement un problème aussi important que l'identification du propriétaire. Au delà, si on considère que la "mollesse" des droits de propriété est liée à la propriété d'État (ce qui n'est pas prouvée), ne risque-t-on pas de passer à côté d'une contradiction fondamentale des sociétés. En effet, la vie en société, fors des systèmes hiérarchiques omniprésents, exige que l'on puisse dire à qui appartient quoi pour que puissent se régler les litiges qui naissent en permanence. En même temps, les interactions constantes de la vie en société, surtout quand celle-ci se densifie, impliquent que le droit d'usage des biens soit limité pour être maintenu. On le voit avec l'exemple de l'automobile dont la diffusion de masse et la densification de l'usage oblige les automobilistes à se soumettre à des règles de plus en plus contraignantes quant à l'usage de leur bien si ils veulent en profiter. Concrètement, la propriété d'une voiture dont on vous dit à quelle vitesse elle doit rouler, où peut-elle être garée, quand peut-on s'en servir, voire comme à Los Angeles quel est le nombre de passagers qu'il faut avoir pour avoir le droit d'entrer en ville, peut elle encore être considérée comme une propriété "dure" ? La notion de capitalisme de Parti, si elle souligne bien la dualité administrative et certaines des formes d'appropriation que l'on rencontre dans le cas soviétique, se heurte à des obstacles analogues (antériorité des structures institutionnelles à la domination d'un parti unique, similitude avec les économies de guerre).

Comme on peut s'y attendre, l'hypothèse de l'identification du système soviétique à une forme, certes très spécifique, du capitalisme¹⁰⁸, suscite de fortes résistances¹⁰⁹, qui pour partie sont

¹⁰⁵ B. Chavance, *Le capital socialiste. Histoire critique de l'économie politique du socialisme*, Le Sycomore, Paris, 1980. Voir aussi la discussion des diverses interprétations en vogue au début des années quatre-vingt dans B. Chavance, "Économie et politique dans la Dictature sur les besoins", in *Les Temps Modernes*, n°468-469, juillet-août 1985.

¹⁰⁶ C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS - 3ème période*, Le Seuil et F.Maspéro, Paris, 1982 (t.1-Les Dominés) et 1983 (t.2-Les Dominants).

¹⁰⁷ E. Labrousse, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIIIème siècle*, Dalloz, Paris, 1933.

¹⁰⁸ L'utilisation du terme "capitalisme d'État" à propos de l'URSS a une longue histoire, dont on trouvera un résumé dans V. Andrieu, *Managerial Power in The Soviet Union*, op. cit.

¹⁰⁹ Voir par exemple W. Andreff, "Marxisme en crise cherche sociétés socialistes : à propos des thèses de P.M. Sweezy et de B. Chavance", in *Babylone*, n°2-3, 1984, pp. 66 et ssq., ainsi que la réponse de B. Chavance, "Pourquoi le capitalisme étatique ? réponse à marxisme en crise cherche sociétés socialistes", in *Babylone*, n°2-

liées aux représentations que les économistes se font des économies capitalistes. L'une des objections principales consiste par exemple à soulever le statut de norme des prix dans le système soviétique pour lui conférer une nature spécifique¹¹⁰. Or, cet argument est doublement faux. D'une part, il tend à faire croire que les prix réels, ceux auxquels les agents sont confrontés, seraient la traduction directe du bon vouloir du planificateur, et donc de sa fonction d'utilité. Ceci "oublie" simplement l'immense quantité de prix déterminés directement ou indirectement par les producteurs, tant à travers des pratiques légales (comme la clause du nouveau produit) que par des pratiques illégales (le lien entre la livraison d'un bien et un double paiement, en monnaie et en nature, que l'on retrouve dans nombre de cas)¹¹¹. Si, d'autre part, on considère comme norme une convention établie préalablement à l'échange et sur laquelle les acteurs se baseraient pour guider leurs décisions, alors dans ce sens les prix soviétiques étaient bien des normes, mais les prix dans nos économies le sont aussi¹¹². En fait, une bonne partie de la littérature économique ne peut échapper au dilemme suivant. Soit elle analyse le système économique soviétique de manière normative à partir du modèle walrasien d'équilibre général, mais en ce cas les différences qu'elle peut repérer entre la nature et la fonction des signaux et des ajustements en URSS par rapport au modèle sont les mêmes que celles existant entre nos économies et ce modèle, car, dans un cas comme dans l'autre on bute sur l'imperfection de l'information et l'incertitude. Soit elle procède de manière empiriste, en comparant l'économie soviétique à l'économie française ou américaine d'une période donnée, mais elle confond alors la nature d'un système avec ses formes historiques et matériellement contingentes de manifestation. Quant à la notion d'économie d'attribution¹¹³, si elle met bien l'accent sur certaines des caractéristiques du système soviétique, elle oublie que dans bien des cas l'attribution est inexistante ou imaginaire. Que l'on pense simplement au problème de l'emploi, ou à l'ampleur du commerce interentreprises qui court-circuite les systèmes officiels d'attribution.

Voilà qui invite donc à revenir à la notion de capitalisme de type spécifique. Pour paradoxale que soit cette approche, elle présente cependant de nombreux avantages. Parce qu'elle pose d'emblée le problème de la centralisation d'activités économiques décentralisées, au lieu de partir du postulat que cette centralisation a été effectuée ex-ante, elle permet de penser l'histoire de la constitution des formes institutionnelles de cette centralisation, des échecs de cette dernière, c'est à dire des crises, et enfin des modes d'articulation entre des pratiques individuelles, des actions collectives des institutions et des normes. Cette hypothèse permet aussi d'éviter de traiter l'histoire du système économique soviétique du point de vue de la "construction du socialisme". Non que celui-ci ne puisse avoir sa légitimité. Mais, il introduit une dimension normative qui fait obstacle à la compréhension des phénomènes réels. Enfin, cette hypothèse conduit naturellement à s'intéresser aux développements des relations

3, 1984, p. 126 et ssq.. On trouvera un bon exposé des thèses opposées à l'hypothèse du capitalisme d'État in J.L. Dallemagne (ed.), *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, Maspéro, Paris, 1972, Introduction.

¹¹⁰ G. Roland, *Économie politique du système soviétique*, op. cit. ; G. Bensimon, *Essai sur l'économie communiste*, l'Harmattan, Paris, 1996.

¹¹¹ J. Sapir, "Entre crise et réforme : le contexte macroéconomique au tournant des années quatrevingt dix", in J. Sapir (éd.), *L'URSS au Tournant*, L'Harmattan, Paris, 1990 ; L. Freinkman, "Shaping a Market Environment and Analysis of the Enterprise Interaction Mechanism", op. cit.

¹¹² Cette vision des prix comme convention est centrale chez Keynes. J.M. Keynes, *A Treatise on Probability* in J.M. Keynes, *Collected Writings*, vol. VIII, Macmillan, Londres, 1973, chapitre 6. Une magistrale explication en est donnée dans G.L.S. Shackle, "The Romantic Mountain and the Classic Lake : Alan Coddington's *Keynesian Economics*" in *Journal of Post-Keynesian Economics*, vol. 6, n°2, hiver 1983-84, pp. 241-251.

¹¹³ G. Bensimon, *Essai sur l'économie communiste*, op. cit.

monétaires et salariales dans la société soviétique, des questions qui sont longtemps restées autant de points aveugles.

Les tendances lourdes

Au sein des évolutions que l'économie soviétique a connues depuis 1929, on peut cependant repérer quelques tendances lourdes¹¹⁴. La première est indiscutablement le retournement de l'incertitude de l'aval de la production vers l'amont. Il court de manière continue de la fin des années vingt à la décomposition du système en 1991 et induit largement tant la dynamique de croissance de l'économie que les modes de développement, à l'échelle macro et micro-économique. La nature de l'incertitude détermine à la fois le rythme de développement et les déséquilibres sectoriels mais aussi les modes de développement des organisations économiques et en premier lieu des entreprises, qui tendent alors à devenir des minisystèmes intégrés tant techniquement que socialement, et ses fluctuations¹¹⁵. La forme prise par l'incertitude économique explique alors largement la structuration du tissu économique soviétique avec sa prédilection à la fois pour de grandes usines et son aversion pour la mise en place d'une coopération institutionnalisée réelle entre entreprises sous la forme de groupes industriels en dépit de multiples tentatives en ce sens à partir des années soixante¹¹⁶.

TABLEAU 1
COMPARAISON DE LA TAILLE DES ENTREPRISES SOVIETIQUES AVEC CELLE DES ENTREPRISES EUROPEENNES, PAR NOMBRE D'EMPLOYES PAR USINE.

	Union Européenne (Belgique, Danemark, RFA, France, Italie, Hollande, GB)	URSS 1987
Sidérurgie	517	3833
Métallurgie des non-ferreux	160	2699
Constructions mécaniques	196	1731
dont : Electro-technique	299	1645
Machines autres qu'électriques	102	1468
Automobile	705	4828
Chimie	221	1871
Matériaux de construction	126	437
Textile et habillement	102	650
Agro-alimentaire	183	289
Moyenne pour l'industrie	163	846

Source : *Économie Européenne*, n°45, Décembre 1990, p. 48.

¹¹⁴ Pour des interprétations complémentaires ou relativement divergentes, voir B. Chavance, *La fin des systèmes socialistes*, l'Harmattan, Paris, 1994, qui insiste plus sur le rôle de l'État et en particulier du lien entre propriété d'État et système administratif ; C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS - 3ème période*, op.cit., qui insiste quant à lui sur le rôle du parti comme appareil d'État. Une thèse bien plus divergente se trouve dans W. Andreff, *La crise des économies socialistes*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1993.

¹¹⁵ B. Chavance (ed.), *Régulation cycles et crises dans les économies socialistes*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987. J. Sapir, *Les fluctuations économiques...*, op. cit.

¹¹⁶ A. Gorlin, "Socialist corporation : the wave of the future in the USSR", in M. Bornstein et D. Fufeld (eds.), *The Soviet Economy : a book of reading*, Irwin, Homewood, Ill., 1974. Idem, "Industrial reorganization : the Association", in US-Congress, Joint Economic Committee, *Soviet Economy in a New Perspective*, US-PO, Washington, DC, 1976.

Elle induit aussi une culture technologique spécifique, où l'innovation n'est pas tirée par la concurrence et l'application des découvertes scientifiques, mais est au contraire poussée par le désir de limiter les effets de la pénurie¹¹⁷.

La seconde est l'articulation constante entre les formes de commandement administratif et celles de l'autonomie des agents. On ne saurait ainsi comprendre l'histoire de la constitution du système administratif soviétique, ses réformes, les aller-retours entre concentration et déconcentration de la décision, et ses transformations, en faisant abstraction de l'irréductible autonomie des agents économiques. Inversement, les formes prises par cette autonomie, les stratégies déployées (dans le domaine financier ou dans celui du détournement des réglementations des prix) et les savoirs acquis par ces agents ne sont pas intelligibles hors de leurs relations avec le système administratif. Cette articulation permet de comprendre la symbiose entre ce que l'on a appelé la "première" économie (i.e. l'économie planifiée) et la "seconde" économie. Celle-ci recouvre en fait des réalités et des comportements très différents. On y inclut à la fois les activités privées légales (la culture du lopin et la commercialisation de ses produits), des activités privées illégales du point de vue de la loi soviétique uniquement (soit la pratique de l'artisanat, voire la constitution de véritables PME fonctionnant en marge de la loi), enfin des activités qui sont considérées dans la plupart des sociétés comme criminelles (trafic de drogue, recel, prostitution, etc...). Il faudrait d'ailleurs y ajouter logiquement les accords latéraux entre directeurs d'entreprises, et aussi entre directeurs et responsables administratifs et politiques, qui donnaient lieu à des flux considérables et parfaitement illégaux. Il s'agit donc d'un ensemble multiforme, dont on peut voir qu'il est bien plus qu'une simple soupape de sécurité du système dit planifié. L'interaction entre les diverses activités était constitutive de l'économie soviétique dans sa forme mature.

La troisième tendance est paradoxale, c'est le sous-développement de l'État. Il n'est en effet pas contradictoire d'avancer que la contrepartie d'une administration hypertrophiée, et peu efficace, a été le sous-développement de l'État auquel ont répondu les solidarités transversales que l'on a évoquées ci-dessus. La disputabilité permanente des décisions, l'indétermination des droits de propriété, l'absence d'institutionnalisation des intermédiaires, qu'ils soient financiers (les banques), commerciaux (avec la liberté du commerce), ou sociaux (avec des syndicats réellement indépendants), a entraîné une confusion permanente entre intérêt général et intérêts particuliers, y compris au sein même de l'élite du pays. C'est le manque et non l'excès d'État qui a caractérisé le système et lui a donné son anthropologie du pouvoir particulière.

Les remarques faites ci-avant ont un certain nombre de conséquences sur la manière de concevoir le phénomène de la transition, entamé depuis 1992.

Si on considère l'économie soviétique comme un système "socialiste" caractérisé par la propriété d'État et des avantages sociaux, il est alors normal de mettre l'accent sur la privatisation et le démantèlement d'une partie de la protection sociale afin de réactiver l'ensemble des incitations aux agents individuels. Si au contraire on considère que les caractéristiques principales du système résidaient dans la nature et la manifestation de l'incertitude économique propre à toute économie décentralisée, et dans les conséquences en matière d'institution et de comportements induites par cette incertitude, on aboutit à une image différente. L'économie post-soviétique y apparaît définie par la double inadaptation de son

¹¹⁷ J. Sapir, "Culture économique, culture technologique, culture organisationnelle", in *Cahiers du Monde Russe*, vol. XXXVI, n°1-2, janvier-juin 1995, pp.191-204. Pour une analyse du processus d'innovation lui-même, voir R. Amman, J.M. Cooper, R.W. Davies (eds.), *The technological level of Soviet Industry*, Yale University Press, New Haven, Conn., 1977. R. Amman, J.M. Cooper (eds.), *Industrial Innovation in the Soviet Union*, Yale University Press, New Haven, Conn., 1982.

stock de capital (dans sa répartition entre activités et branches, mais aussi dans sa distribution au niveau de l'entreprise) ainsi que par l'inadaptation du stock de connaissances et de savoirs implicites des acteurs. Ces derniers ont en effet acquis des connaissances et savoirs cohérents avec les institutions, les fonctionnements et les contraintes de l'ancien système. De la même manière que la brutale transformation des règles du jeu invalide la composition du stock de capital, elle invalide aussi une grande partie des connaissances, que ces dernières soient possédées par des individus ou qu'elles soient accumulées dans des routines et des institutions. Une telle invalidation ne peut pas ne pas avoir des conséquences graves tant sur l'activité économique que sur la vie sociale. Au-delà, la manière dont la transition se déroule en Russie depuis 1992 appelle quelques remarques.

L'économie politique de la contraction de l'État

La contraction des dépenses publiques, seule mesure permettant en théorie de limiter le déficit budgétaire quand les ressources semblent contraintes¹¹⁸, a eu un effet déstabilisant sur la société russe qui n'était certainement pas envisagé par ses promoteurs. Une partie de cet effet tient indiscutablement à la manière dont cette politique a été mise en oeuvre. Le non-paiement par l'administration de sommes pourtant régulièrement inscrites au budget, même si cette pratique est légale (et dans la mesure où l'exécutif contrôle largement les lois toutes ses actions peuvent se parer du manteau de la légalité), a pour effet de briser le pacte fiscal et d'éroder la légitimité du pouvoir. Que les administrations en charge de la violence publique (armée, police, justice) aient été les premières touchées par ces mesures, ne fait qu'aggraver une telle dynamique. Mais, si le fait de ne pas payer les fonctionnaires de la violence est à l'évidence un danger grave, les coupes directement faites dans les autres budgets n'en sont pas moins préoccupantes. Dans les sociétés modernes, caractérisées par des habitats denses, une large spécialisation des tâches et un haut niveau de division sociale du travail, enfin par une réduction des familles aux seuls liens verticaux (à la différence des familles élargies des sociétés rurales par exemple), les individus sont dépendants d'institutions qui administrent les transports, la santé, l'éducation. Le fonctionnement régulier de ces institutions est une condition de base de la stabilité des populations. En Russie, la brutale réduction des dépenses, avant même de compromettre la qualité des services fournis par ces institutions, en a mis à mal la régularité.

Mais l'impact déstabilisateur de cette contraction des dépenses s'est aussi fait sentir par des canaux plus subtils. Il faut ici rappeler qu'elle survient alors que la décision économique est largement décentralisée en Russie, à la suite même des mesures visant à introduire les mécanismes de marché. Or, dans un tel système, l'incertitude économique ne provient pas de l'action d'un décideur central mais du fait que chaque agent décentralisé est à la fois autonome dans sa prise de décision, et interdépendant quant aux effets avec l'ensemble des autres agents. Si on peut décentraliser un système, ce dernier reste une mécanique globale. L'incertitude surgit ici directement du fait que chaque agent est dépendant de décisions prises par d'autres agents, décisions sur lesquelles il ne peut peser. Or, la capacité à gérer l'incertitude est par nature limitée. Confrontés à une incertitude trop radicale, les agents décentralisés sont amenés d'abord à retarder leurs décisions, puis à les orienter vers des stratégies de fuite hors du système, dès lors perçue comme globalement hostile. Ces stratégies de fuite peuvent prendre des formes multiples, qui vont d'un basculement dans les activités de pure spéculation, à la thésaurisation pure de la richesse en passant par des possibilités diverses d'actions illégales et de fuite des capitaux. La dépense publique prise dans son ensemble, par sa stabilité et sa

¹¹⁸ J. Sapir, *Le Chaos Russe*, La Découverte, Paris, 1996.

régularité, est en général un facteur de stabilité des anticipations des agents décentralisés. Il existe dans le système un agent, aux moyens considérables, dont les actes sont prévisibles car frappés d'une très grande inertie. Dans le cas de la Russie, cet agent, l'État, vient à faire défaut. Non seulement se contracte-t-il de manière brutale, mais ses actes deviennent imprévisibles ; en particulier il ne respecte plus sa parole. Au moment même où l'on accélérerait le processus de décentralisation de la décision économique, on retirait le pôle de stabilité qui existe en réalité dans les économies de marché occidentales. Se faisant, on introduisait dans l'économie russe un redoutable facteur d'instabilité, susceptible de donner naissance à des comportements de fuite hors du pacte social. Ceci est d'autant plus grave que la défection est un comportement contagieux. Si un agent, pris au hasard dans la société, est en droit de penser que ceux qui l'entourent vont continuer de participer au système, d'en respecter les règles, les normes et les coutumes, alors il sait que se singulariser par un non respect de ces règles, normes et coutumes est un comportement à haut risque. A défaut de pouvoir à tout moment évaluer les gains et les risques de ce comportement, le recours au conformisme (faire ce que les autres font) apparaît comme une attitude sage. Le conformisme, ou la routine, joue alors un rôle stabilisateur en garantissant une large majorité de comportements similaires, et par là prévisibles. Si, désormais, cet agent constate qu'un nombre croissant parmi ceux qui l'entourent rompent les règles, normes et coutumes, alors, le conformisme joue contre la stabilité du système.

On ne peut pas comprendre la montée de la criminalisation de l'économie en Russie, mais aussi la multiplication de comportements divergents, qui rendent imprévisibles les situations les plus quotidiennes, si on ne prend pas en compte cette montée brutale de l'incertitude systémique qui est le produit de ce retrait trop rapide de l'État et de ses dépenses.

Les effets non-intentionnels des privatisations

Une seconde remarque est liée à la privatisation. A un premier niveau, celle-ci se traduit par un formidable mouvement de redistribution des richesses, non seulement entre groupes sociaux, mais aussi d'un point de vue géographique. Les intérêts en cause deviennent immédiatement considérables, dans la mesure où les accumulations présentes sont des garanties pour des flux de revenu futurs, mais aussi pour des positions de pouvoir. Les délégations d'autorité qui existaient du temps du système soviétique avaient tendance à se transformer en autant d'apanages. Pour autant, le pouvoir central conservait la possibilité de révoquer les délégations consenties, même s'il ne faisait que rarement usage de ce pouvoir. Ce à quoi on a assisté avec le mode de privatisation adopté en Russie n'est autre que la consolidation de ces apanages en de véritables féodalités économiques. Les chocs des intérêts sont appelés à être d'autant plus violents que ces féodalités sont concentrées et qu'il n'existe pas d'institution d'arbitrage. Si on regarde les événements de ces dernières années, on peut voir comment ces affrontements ont glissé de terrains en terrains, pour aboutir au problème capital du système fiscal. Les hausses brutales des prix de l'énergie, mais aussi les politiques d'ouverture et de change, ont été des instruments puissants pour avantager les féodalités liées aux matières premières. Les pratiques de non-paiement, ou des accords de troc, ont été autant de réponses de la part des autres secteurs. La rupture de la discipline fiscale de la part des entreprises solvables du secteur des hydrocarbures apparaît alors comme une réaction aux mesures de défense prises par les autres secteurs. On peut analyser cette tendance, patente depuis la fin de 1995 de deux manières convergentes. Elle constitue en un sens à la fois un moyen de conserver des ressources mais aussi un instrument pour priver l'adversaire de ressources circulant à travers le budget. Il est symptomatique que la défection fiscale du secteur des hydrocarbures ait correspondu à la montée, au sein de l'administration russe du sentiment qu'il fallait désormais avantager d'autres activités. Une seconde analyse, nullement

contradictoire à la première, consiste à voir en ces impayés fiscaux une phase ultime de la privatisation : celle de la privatisation des fonctions de base de l'État par des intérêts financiers et économiques qui estiment avoir les moyens de se constituer en systèmes sociaux-politiques relativement autonomes. On est, là, renvoyé à la métaphore de la féodalisation, dont on assisterait aux ultimes développements avant l'implosion de ce qui reste de l'État.

Il y a cependant un second niveau à prendre en compte. On l'a dit plus haut, le patrimoine d'aujourd'hui est une garantie des revenus mais aussi du statut social de demain. Ce qui est vrai pour des groupes sociaux l'est aussi des familles. Normalement, la circulation de la propriété est à la fois permanente et réduite au sein d'une société occidentale. La constitution d'importants patrimoines sur une génération est un phénomène spectaculaire, parfois scandaleux parfois admiré, mais toujours exceptionnel. Les stratégies familiales s'inscrivent alors dans la longue durée, jouant sur de nombreuses variables comme la taille de la famille (par le contrôle des naissances), l'accès à l'éducation, la mobilité géographique, le choix de l'activité principale. Mais dans le cas de la Russie, ceci se retrouve en fait dans l'ensemble des économies dites en transition qui ont adopté des programmes radicaux de privatisation, l'importance et la rapidité du mouvement de redistribution du patrimoine ont rendu inadéquates les anciennes stratégies. Les individus, opérant bien souvent comme les fondés de pouvoir explicites ou implicites des familles, ont été confrontés à une fenêtre d'opportunité réduite dans le temps, mais dont on pouvait légitimement penser qu'elle affecterait le futur des familles sur plusieurs générations. Simultanément à ce brassage du patrimoine matériel, les transformations systémiques en cours dans l'économie aboutissaient à dévaloriser des pans entiers des patrimoines cognitifs des individus. Des savoirs traditionnellement respectés, acquis au prix d'études longues et difficiles, se voyaient dénier leur nature de droit d'accès non seulement à des revenus relativement supérieurs aux autres mais aussi à un statut social privilégié. L'ingénieur et le scientifique sont devenus moins bien payés et moins prestigieux que le commerçant, le guide touristique. La concomitance de ces deux répartitions a engendré un contexte où les stratégies les plus extrêmes sont devenues justifiables, et, pour de larges fractions de la population, justifiées. La perméabilité des comportements quotidiens aux attitudes criminelles est une des manifestations de ce nouveau contexte. Au-delà, se développe le sentiment que tout est permis, car en un sens tout est possible dans un court laps de temps historique, tant l'ascension vers la richesse que la chute dans la plus extrême des pauvretés. Ce qui est alors en cause n'est plus la contestation des règles sociales de l'ancien système, mais la contestation du principe même de règle sociale, c'est à dire de limite imposée par la société aux intérêts individuels. Les partisans de la privatisation pensaient attaquer les bases de l'ancienne société ; en réalité ils ont, de manière non intentionnelle, corrodé le fondement même de l'idée de société. Pour être moins spectaculaire que la déstabilisation induite par le jeu ouvert des intérêts des grandes féodalités économiques, celle qui découle de ce processus n'en est pas moins importante. Elle est même peut-être plus grave car le "tout est possible" engendrant naturellement le "tout est permis", ce sont les barrières naturelles à la généralisation de la violence dans la société qui sont appelées à disparaître à terme.

La transition institutionnelle

Une troisième remarque renvoie alors au problème de l'invalidation des règles et institutions préexistantes et à l'émergence d'un nouveau cadre institutionnel. La construction d'un système d'institutions prend du temps. Il est impossible de sauter à pieds joints de la misère actuelle à l'avenir radieux. Cela signifie qu'il faut donc vivre pendant une certaine période avec des institutions transitoires, des bricolages ad hoc. Telle est d'ailleurs la seule signification acceptable de la notion de transition pour qualifier les transformations systémiques dans l'ex-

URSS et l'Europe de l'Est. Ces institutions transitoires représentent donc des compromis partiels, soit parce qu'ils ne couvrent qu'une partie du problème, soit parce que leur légitimité n'est acceptée que par une partie des agents. Les bricolages sont quant à eux des coups de forces locaux que, d'un commun accord, les agents acceptent de ne pas soumettre à controverse pendant un temps limité, pour régler des choses plus urgentes. Ces pratiques sont inévitables, et par elles-mêmes nullement scandaleuses, en particulier tant que fonctionnent au-dessus de tout cela des institutions politiques relativement légitimes. L'absence de ces dernières fait cependant apparaître de nouveaux risques. En particulier, il est à craindre que l'instrumentalisation de compromis partiels par certains groupes sociaux n'aboutisse à rendre impossible une transaction ultérieure ou au contraire la détermine totalement. La même chose peut se manifester dans les bricolages. De manière générale, on peut énoncer ici le paradoxe suivant :

Il est impossible de reconstruire d'emblée la totalité des institutions manquantes, car un tel acte supposerait une connaissance des besoins futurs et des rapports de forces qui ne saurait exister que dans un cadre hautement efficient d'institutions. Mais, la reconstruction progressive du cadre institutionnel implique des différences significatives quant à l'avancement des travaux entre les différents domaines, différences qui altèrent les rapports des forces par rapport à ceux existants quand la décision de reconstruction fut prise.

En d'autres termes, la route de la construction d'un système d'institution mène à des destinations potentielles multiples. Pour en réduire le nombre, il faudrait pouvoir se référer à des structures de légitimation stables, justement ce qui fait défaut aujourd'hui en Russie.

La seconde série de raisons tient dans la remarque simple que la construction d'un système institutionnel coûte cher. Le coût se manifeste sous diverses formes. Il faut éduquer et former les personnels des institutions (que l'on pense à l'inspection bancaire, à l'inspection du travail, à la justice...) ; il faut aussi financer les infrastructures nécessaires sans lesquelles les institutions ne sauraient fonctionner (bâtiments, systèmes de stockage d'informations...). Enfin, il faut pouvoir supporter le coût engendré par les dysfonctionnements de l'économie et de la société, tant que le système des institutions n'est pas raisonnablement performant. Or, à moins de supposer que les capacités de financement initiales sont illimitées (mais si tel était le cas, aurait-on encore besoin d'institutions ?), il est clair qu'il faut faire des choix et établir des priorités. De nouveau, on est renvoyé vers le politique, qui est le seul niveau de décision légitimement habilité à faire ces choix. Mais prendre des décisions ne suffit pas, encore faut-il que le pouvoir ait les moyens et la légitimité pour les mettre en oeuvre. En ce qui concerne les moyens, la contraction des dépenses publiques est ici de très mauvais augure. Quant à la légitimité, elle est toujours associée, sous une forme ou une autre à la stabilité des institutions politiques; on retrouve alors le problème qui mine la Russie depuis 1993.

L'histoire récente de la Russie montre le prix à payer pour avoir négligé la question des institutions au début de la transformation du système. La persistance des désordres économiques, en dépit des prévisions optimistes, et malencontreuses, des organisations internationales à la fin de 1995, confirme que le mouvement de repli sur soi de la part des producteurs n'est pas terminé. Au mieux se stabilise-t-il sous la forme de réseaux locaux ou sectoriels. Une telle solution entérine l'émergence de règles locales et conduit alors à l'éclatement de l'espace économique national en sous-ensembles hétérogènes à faible capacité de communication. Les difficultés économiques se transforment ici en difficultés politiques, car ces sous-ensembles luttent entre eux pour une forme de prédominance. En raison de l'enracinement territorial d'un certain nombre de ces sous-ensembles, ce conflit a des potentialités graves pour le futur du pays.

Au-delà de ces remarques, qui n'incitent guère à l'optimisme, il faut savoir dépasser la simple logique rhétorique de la transition, sous peine de tomber dans un constructivisme à rebours. Même si on peut avoir quelques idées sur ce qui serait souhaitable, il faut admettre que l'on ne sait pas où ira l'évolution actuelle. En ce sens, le terme de transition est trompeur car, employé trop longtemps, il laisse supposer que l'on connaît d'avance le point d'arrivée. Plus que de transition, il convient désormais de reprendre le terme de développement, en sachant toutefois qu'il n'existe nulle règle et nulle loi contraignant les systèmes économiques nationaux à converger vers un modèle unique. Telle est sans doute l'ultime leçon que l'on puisse tirer de l'expérience soviétique.

**ANNEXE:
LES RELATIONS SALAIRE/EMPLOI EN URSS**

Une des idées reçues les plus fréquemment avancées en ce qui concerne le système soviétique porte sur la planification centralisée de la main d'oeuvre. Il est ainsi souvent affirmé que l'allocation des ressources en force de travail était directement administrée au niveau central, par le biais de méthodes contraignantes ou par l'attribution d'avantages en nature aux travailleurs. Cette affirmation sert alors de "preuve" à la nature fondamentalement centralisée du système soviétique. Cette nature est ensuite invoquée, selon les auteurs, pour en justifier le qualificatif de socialiste ou d'État ouvrier dégénéré, voire pour d'autres, de capitalisme d'État dans une logique où ne subsiste qu'un seul propriétaire¹¹⁹. La centralisation de la gestion de la main d'oeuvre serait, en effet, un argument fort pour soutenir que cette dernière n'est pas un salariat. Dans la mesure où la gestion du salariat ne peut être dissociée de celle du capital, la possibilité de démontrer que le premier est centralisé implique bien entendu que le second doit l'être. On peut ainsi comprendre l'extrême importance du thème dans la littérature portant sur la "nature" du système soviétique. Il faut ici souligner que, dans la très grande majorité des cas, les affirmations ne sont jamais appuyées par une tentative, même réduite, de confrontation avec la réalité. Le test empirique est manquant, car réputé impossible.

Il existe cependant de nombreuses sources soviétiques, ou des témoignages de travailleurs occidentaux ayant vécu en URSS dans les années trente, qui insistent sur l'aspect décentralisé de la décision d'embauche, et sur le rôle de la rémunération salariale au moins dans le choix de l'entreprise¹²⁰. L'amélioration progressive du système statistique soviétique permet d'effectuer des mesures à partir de la fin des années cinquante. On va privilégier ici deux dimensions, celle de l'allocation de la main d'oeuvre entre l'agriculture et le secteur manufacturier, et l'impact de la dynamique des salaires au sein du secteur manufacturier.

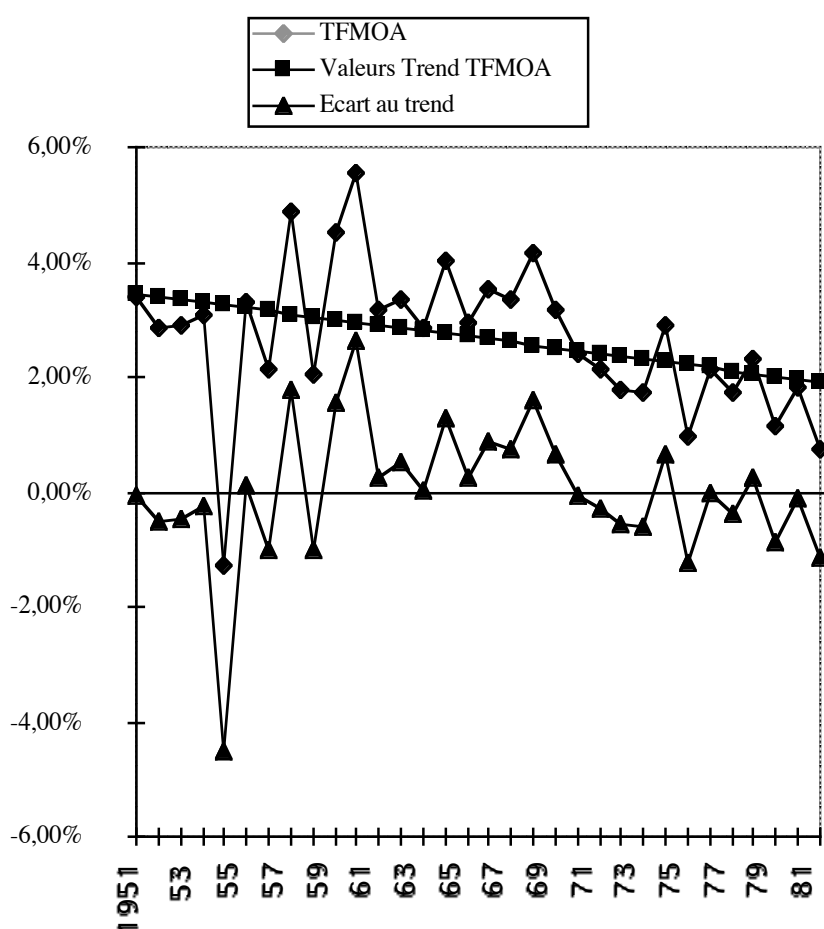
¹¹⁹ Thèses défendues par Y. Craipeau, T. Cliff, mais aussi le père spirituel des notions de révolution managériale B. Rizzi.

¹²⁰ E.G. Antosenkov et Z.V. Kuprianov, *Tendencii tekushesti rabochih kadrov*, Nauka, Novosibirsk, 1977. R.A. Baktaev et V.I. Markov, *Differenciacija zarabotnoj platy v promyshlennosti SSSR*, Ekonomika, Moscou, 1979. G. Bienstock, S. Schwarz et A. Yugow, *Management in Russian Industry...*, op. cit. L. Bliahman, *Molodoj rabochij 70h godov : social'nyj portret*, Nauka, Moscou, 1977. R.M. Fearn, "Controls over wage funds and inflationary pressures in USSR", in *Industrial and Labor Relations Review*, vol. 18, janvier 1965, pp. 186-195. Y. Gudov, *Le destin d'un ouvrier soviétique*, Éditions du Progrès, Moscou, 1974. M. Jampol'skij, "Planirovanie truda", in *Planovoe Hozjajstvo*, n°5, 1951, pp. 81-91. L.J. Kirsch, *Soviet Wages : Changes in structure and administration since 1956*, MIT Press, Cambridge, Mass., 1972. K. Legay, *Un mineur français chez les russes*, P. Tisné, Lille, 1937. S. Schwarz, *Les ouvriers en Union soviétique*, Marcel Rivière, Paris, 1956. J. Scott, *Au-delà de l'Oural*, Merguerat, Genève, 1945. Ja. Sonin, *Vosproizvodstvo rabochej sily v SSSR i balans truda*, Gosplanizdat, Moscou, 1959.

Salaire et exode rural en URSS

Il n'existe pas, en tant que telles, de données sur l'exode rural en URSS. Elles doivent donc être reconstruites à partir des données existantes. Pour ce faire, on calcule d'abord le volume de la totalité de la main d'oeuvre de type agricole (fermes coopératives et fermes d'État, industrie forestière). On impute à cet ensemble, à chaque année, un taux de croissance égal à celui de la totalité de la population active. La comparaison entre les effectifs potentiels obtenus par ce calcul, et les effectifs réels, détermine un flux de main d'oeuvre annuel, en direction des emplois non de type agricole. Ce flux est alors rapporté aux effectifs de la main d'oeuvre de type agricole de l'année précédente, pour donner un taux de flux de la main d'oeuvre agricole ou TFMOA.

Figure A-1



On obtient ainsi une courbe des mouvements annuels, de 1951 à 1982, qui présente à la fois une tendance nette et des fluctuations évidentes. Comme il est raisonnable de supposer que le ratio des rémunérations n'est pas le seul facteur incitant des travailleurs du secteur de l'agriculture au sens large à chercher à se faire embaucher dans le secteur manufacturier, on détermine à partir de ces données la tendance, et on calcule l'écart au trend. C'est cet écart que l'on va tenter d'expliquer par le ratio des rémunérations.

Comme le secteur de la construction représente le secteur privilégié d'embauche des jeunes migrants, le salaire y servira de référence. Faute de disposer d'une donnée synthétique pour les

activités agricoles (au sens large), on prendra le salaire des sovkhozes (sur lequel furent progressivement alignées les rémunérations des kolkhozes) comme autre référence. Cette comparaison montre bien une sensibilité des écarts au trend de TFMOA à la variation du rapport entre les rémunérations entre secteurs, ce que vérifie une étude statistique. On obtient en effet une bonne corrélation autour d'une relation polynomiale de degré 2, ce qui vérifie l'hypothèse que l'impact du ratio des rémunérations est positif, mais à rendements décroissants sur les décisions des individus. En d'autres termes, il faut un accroissement plus que proportionnel de ce ratio pour engendrer un accroissement des écarts de TFMOA.

Figure A-2
Comparaison des écarts de TFMOA et des salaires

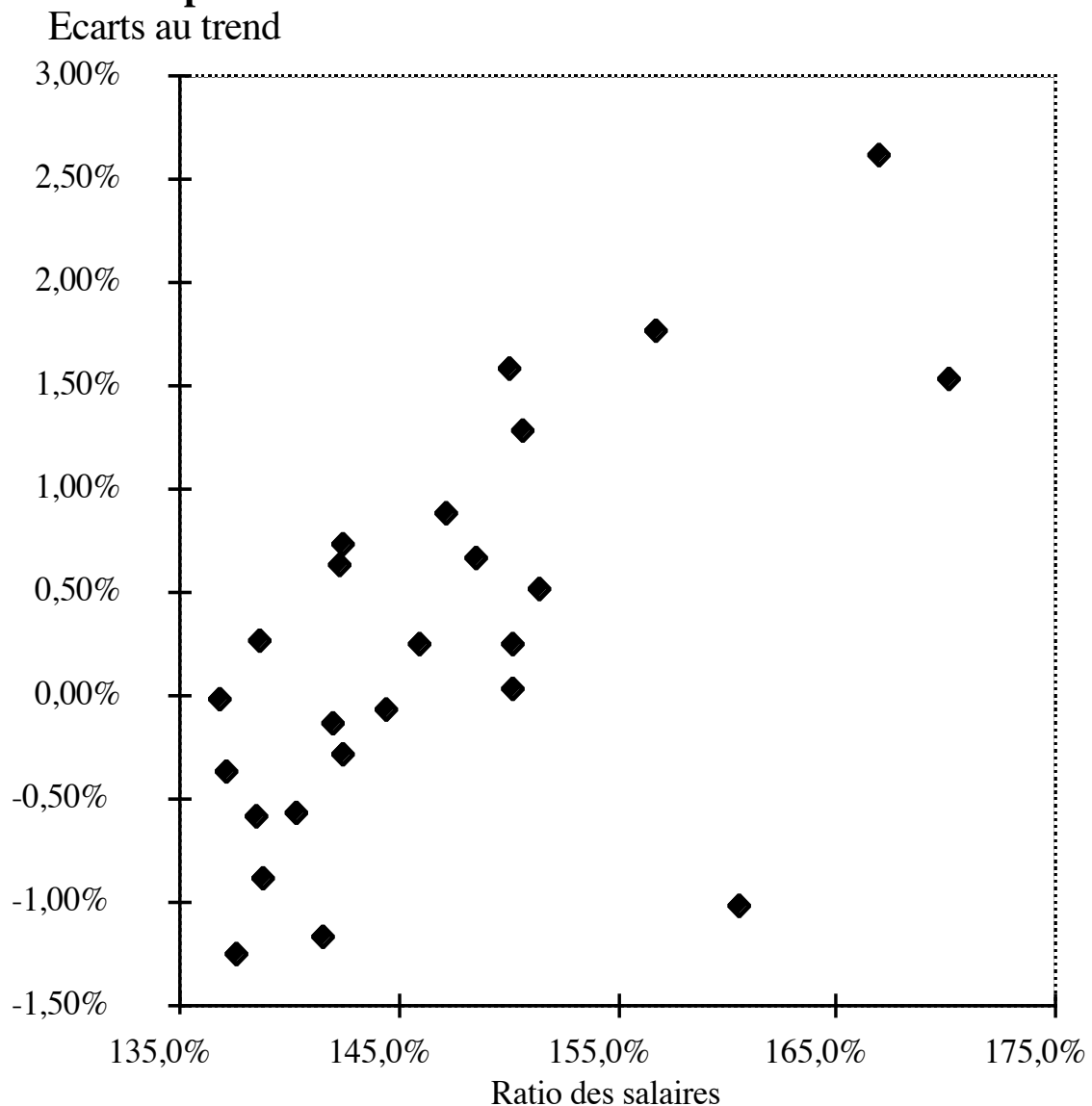
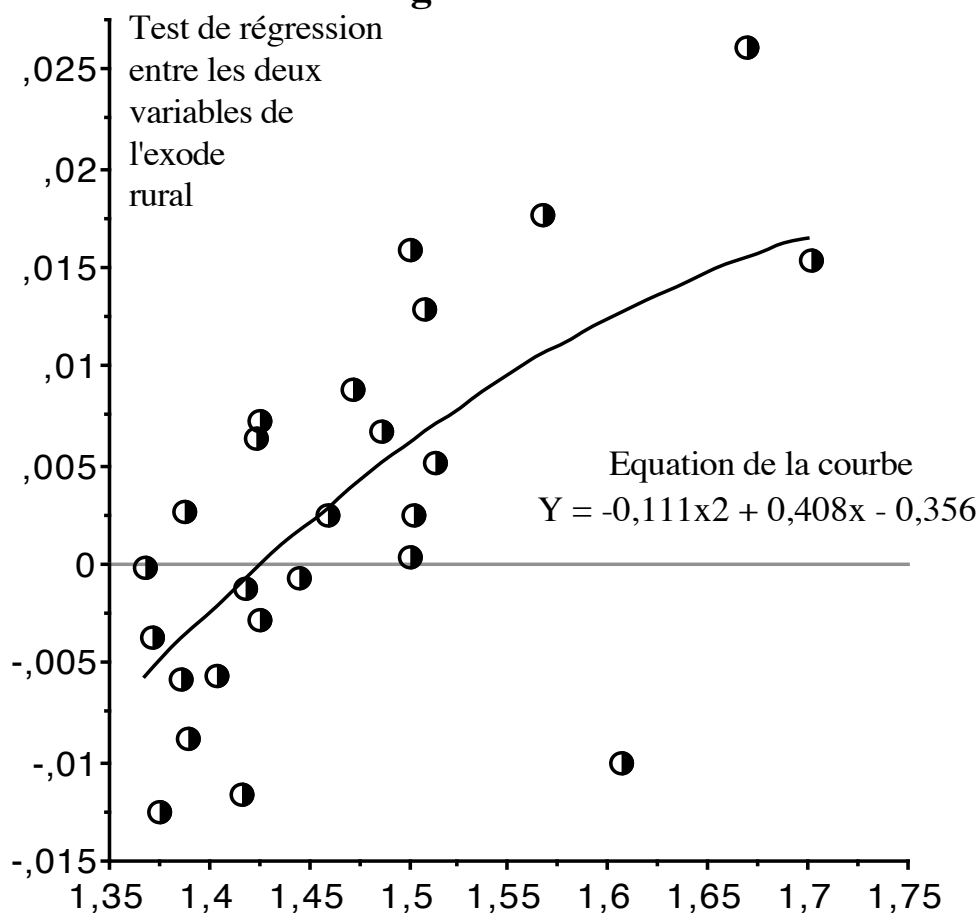


Figure A-3**Tableau A-1**

n	R	R carré	R carré aj.	Ec. type rés.
25	,658	,433	,381	,008
SC[e(i)-e(i-1)]:		e ≥ 0:	e < 0:	test de DW
,003		11	14	2,141

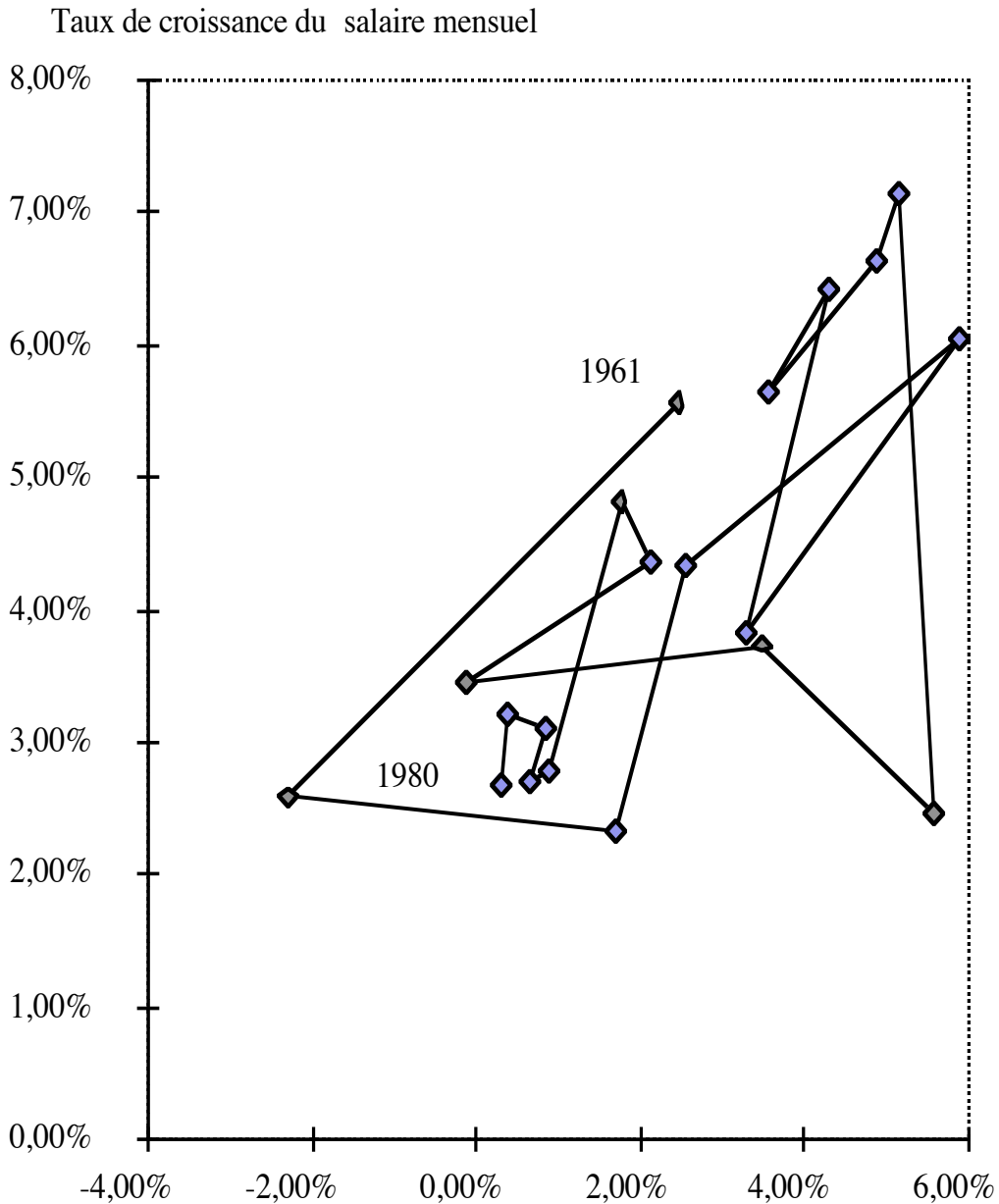
Les contraintes sociales, institutionnelles et culturelles pesant sur les comportements des individus sont croissantes dans chaque groupe susceptible au départ.

On peut donc en déduire qu'une amélioration du ratio entre le salaire mensuel du secteur de la construction et celui des sovkhoses se traduisait par une accélération du flux de main d'oeuvre quittant les activités rurales au profit des activités manufacturières. Cette relation est cohérente avec une dynamique de marché du travail.

Emploi et salaire dans l'industrie et la construction

Si on regarde maintenant la dynamique de l'emploi au sein des deux principaux ensembles du secteur manufacturier, on constate de nouveau une forte relation entre les variations des rémunérations et celles de l'emploi.

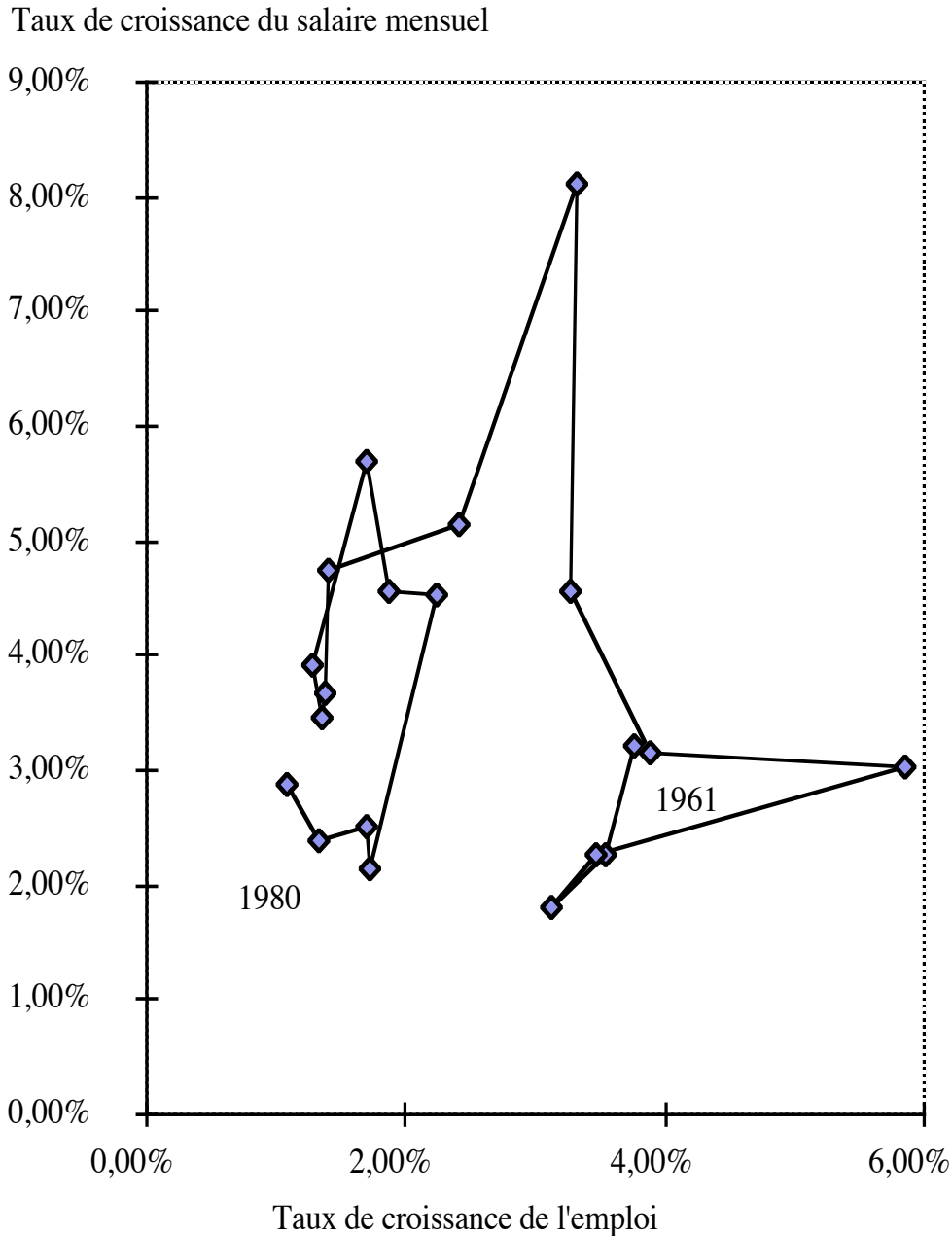
Figure A-4
Relation salaire / Emploi dans la construction



Ceci est particulièrement clair dans le cas de la construction ; les accroissements d'emploi sont nettement liés aux accroissements du salaire mensuel moyen. Cependant, on peut noter que la pente apparente de la relation devient de plus en plus verticale à partir de 1970, traduisant une perte d'efficacité de l'incitation salariale dans le domaine de l'emploi.

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas limité au secteur de la construction. On le retrouve encore plus accentué en ce qui concerne l'emploi dans l'industrie et l'impact des salaires.

Figure A-5
Relation Salaire / Emploi dans l'Industrie



Ce phénomène peut trouver des explications multiples. La plus évidente est sans conteste le durcissement de la contrainte démographique qui s'est manifestée dans les années soixante-dix. Une deuxième explication réside dans l'émergence d'activités privées, illégales mais tolérées, qui tendent à déformer la structure des rémunérations relatives. Ces activités sont particulièrement importantes dans le domaine des services et de la réparation. Les travailleurs industriels perdent ainsi un peu des avantages dont ils avaient longtemps bénéficié. Enfin, une troisième explication peut être cherchée dans le fait qu'un emploi dans l'industrie cesse, à partir de la fin des années soixante, d'être perçue comme le ticket d'entrée pour une ascension

sociale. Le fait que l'accès à des filières de formation ait cessé progressivement d'avantager les ouvriers a pu modifier la perception du travail dans ce secteur.

Il est ainsi clair que prétendre que les mouvements des salaires ont influé sur les mouvements de l'emploi, ne peut signifier que les salaires soient la cause unique de ces mouvements. Les décisions des individus en matière de choix du secteur d'activité ont été prises en tenant compte de déterminants multiples, parmi lesquels bien entendu les salaires. Mais, la contestation possible d'une toute puissance du salaire, sous la forme d'un prix relatif, dans l'allocation de la ressource travail ne peut se faire qu'en réaffirmant le poids des stratégies des acteurs face à l'idée d'une allocation centralisée. Ce qu'indiquent les courbes ci-dessus est double ; c'est tout à la fois la pertinence du salaire dans ces décisions, et le fait que cette pertinence ne peut s'analyser qu'à partir de la prise en compte d'un cadre institutionnel, dans lequel il faut intégrer les stratégies d'ascension sociale, la possibilité d'activités parallèles, enfin la perception du statut social conféré par une activité donnée. Ce cadre institutionnel était à l'évidence en train de fortement évoluer en URSS dans les années soixante-dix, impliquant l'émergence d'instabilités dans les relations statistiques mesurables.